



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant réaménagement du site exploité par la société
SAFRAN POWER UNITS situé 8 chemin du pont de Rupé à TOULOUSE**

N°14

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables

aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques no 4440, 4441 ou 4442 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 septembre 2010 relatif aux opérations de dépollution et à la surveillance des effets du site sur l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploitation de la société SAFRAN POWER UNITS du 10 août 2016 ;

Vu la lettre préfectorale du 20 septembre 2012 relative au nouvel atelier de traitement de surface et à la plateforme déchets et produits chimiques ;

Vu la lettre préfectorale du 20 novembre 2014 relative aux nouveaux bancs d'essai et au nouveau groupe électrogène ;

Vu la doctrine départementale relative aux remblais en zone inondation du 19 octobre 2023 ;

Vu la demande d'examen au cas-par-cas du 9 décembre 2024 et la décision de non soumission à évaluation environnementales du 20 décembre 2024 ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance de la société SAFRAN POWER UNITS à TOULOUSE, 8 chemin du pont de Rupé, transmis par courriel le 25 juillet 2025 et complété par courriel le 25 novembre 2025 ;

Vu l'avis du SDIS rendu par courriel les 8 août et 17 septembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 3 février 2026 ;

Considérant que les modifications réalisées par la société SAFRAN POWER UNITS consistent en un réaménagement du site en vue de développer son activité et d'augmenter sa capacité de production ;

Considérant que ces modifications ne génèrent pas de nouveaux risques et impacts ;

Considérant, par conséquent, que les modifications réalisées par l'exploitant ne sont pas substantielles ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale initiale afin d'intégrer les modifications réalisées ;

Considérant que les mesures d'évitement et de réduction des impacts sur les espèces protégées présentent des garanties d'effectivité permettant de diminuer le risque pour ces dernières au point que celui-ci n'apparaît pas suffisamment caractérisé ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 10 février 2026, afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de l'exploitant par mail du 11 février 2026 dans laquelle il n'a pas fait part d'observations ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Art. 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

Sans préjudices édictés par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société SAFRAN POWER UNITS, SIRET n° 63080008400018, dont le siège social est situé 8 chemin du pont de Rupé sur la commune de TOULOUSE, sont soumises aux prescriptions suivantes.

Art. 1.1.2 – Arrêtés abrogés par le présent arrêté

Les prescriptions associées à l'arrêté préfectoral suivant sont abrogées.

Actes administratifs	Entité autorisée
Arrêté préfectoral du 10/08/2016 n°96	SAFRAN POWER UNITS

Art. 1.1.3 – Activités non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatives aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatives aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Art. 1.1.4 - Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
02/02/1998	Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
13/07/1998	Arrêté ministériel du 13 juillet 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740
11/09/2003	Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié
14/12/2013	Arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
28/04/2014	Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
04/12/2014	Arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185
27/07/2015	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561
27/07/2015	Arrêté ministériel du 27 juillet 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563
03/08/2018	Arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110
09/04/2019	Arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
01/08/2019	Arrêté ministériel du 1 ^{er} août 2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques no 4440, 4441 ou 4442
26/03/2023	Arrêté ministériel du 26 mars 2023 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits,

Dates	Textes
	équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de catégories de bâtiments et abrogeant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments

Art. 1.1.5 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Art. 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Art. 1.2.1.1 – Situation actuelle

La société SAFRAN POWER UNITS est autorisée, sous réserve des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter à TOULOUSE, 8 chemin du pont de Rupé, les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
2931-1	Moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de) : 1. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW.	Puissance totale : 850 kW répartie sur 19 bancs d'essai	A
2564-1a	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 litres	1800 litres	E
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro- abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 litres	13 620 litres	E

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.B. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	6 000 kW	E
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	790 kW	D
2563-2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 litres, mais inférieure à 7 500 litres.	4000 litres	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Bât 7 : 295 kW Bât 36 : 700 kW Bât 42 : 348 kW Bât 3 : 2 x 670 kW Bât 7 : 295 kW Bât 25 : 128 kW Bât 9 : 261 kW Groupe électrogène : 520 kW Total de 3,6 MW	D
4120 -2b	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	1,27 tonnes	D
4441-2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	4,12 tonnes	D
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation	598,8 kg	D

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
	a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire > 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg		

* A : Autorisation ; E : Enregistrement, D : Déclaration

Art. 1.2.1.2 – Situation après projet Power up

La société SAFRAN POWER UNITS est autorisée, sous réserve des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter à TOULOUSE, 8 chemin du pont de Rupé, les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Le présent article annule et remplace l'article 1.2.1.1 à compter de la mise en exploitation du réaménagement dans le cadre du projet Power Up.

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
2931-1	Moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de) : 1. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW.	930 kW répartie sur 20 bancs	A
2564-1a	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 litres	1800 litres	E
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro- abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 litres	13 620 litres	E
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.B. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	6 049 kW	E
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	1 580 kW	D

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
2563-2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 litres, mais inférieure à 7 500 litres.	4000 litres	D
4120 -2b	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	1,359 tonnes	D
4130-2b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	1,65 tonnes	D
4441-2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	5,44 tonnes	D
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire > 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	633 kg (3 x 176 kg :R454B) + 105 kg pour les outils industriels	D

* A : Autorisation ; E : Enregistrement, D : Déclaration

Art. 1.2.2. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D)	Surfaces soustraites à l'extension des crues – site usine = 23 000 m ²	A

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
	surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	14 piézomètres nappe molassique	
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surface du bassin versant après projet infiltré : 1,45 ha	D

* A : Autorisation ; D : Déclaration

Art. 1.2.3 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants du présent arrêté :

Commune	Parcelles
TOULOUSE	Section 829 BD : parcelles n° 2, 3, 8 et 27 Section 829 BC : parcelles n° 20 et 22

Art. 1.2.4 – Autres limites de l'autorisation

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de 91 756 m². L'ensemble du site est représenté sur le plan en annexe 1 du présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5 - PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnant.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres

en vigueur.

Toutes dispositions sont prises afin de garantir que les zones d'effets en cas d'accident au sein des installations sont contenues dans les limites de propriété du site.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.6 - MODIFICATIONS ET CESSATIONS D'ACTIVITÉ

Art. 1.6.1 – Porter a connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Art. 1.6.2 – Mise à jour des études d'impact et de danger

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Art. 1.6.3 – Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Art. 1.6.4 – Transfert sur un autre site

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Art. 1.6.5 – Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge par le nouvel exploitant.

Art. 1.6.6 – Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La remise en état du site devra respecter les dispositions des articles R. 512-39 et suivants du code de l'environnement.

Art. 1.6.7 – Vente de terrain

En cas de vente du terrain, l'exploitant est tenu d'informer par écrit l'acheteur que des installations classées soumises à autorisation y ont été exploitées. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation de ces installations.

CHAPITRE 1.8 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes est modifié de la façon suivante dans le cadre du projet Power Up :

- Les nouveaux moyens du hall de production (Bâtiment 101) concernent principalement l'activité de travail mécanique des métaux ;
- Les activités de traitement thermique du bâtiment 26 sont déplacées dans le nouveau hall de production (Bâtiment 101) et trois nouveaux équipements (fours électriques) y sont installés ;
- Les activités de traitement de surface ne sont pas modifiées par le projet, sauf quelques activités mineures de type dégraissage (Bâtiment 101) ;
- Les activités d'essais sur bancs des bâtiments 2 et 12 sont déplacées dans le bâtiment 4. Ainsi, l'ensemble des activités d'essais est centralisé dans le bâtiment 4 et le long du bâtiment 4. Seules les activités d'essais sur bancs hydrauliques au bâtiment 36 sont déplacées dans le nouveau hall de production (Bâtiment 101) ;
- Les bâtiments 2 et la plateforme 12 sont conservés et réaffectés à des activités tertiaires.

Par ailleurs, les installations de combustion sont remplacées par des systèmes de chauffage fonctionnant avec des fluides frigorigènes. En phase travaux, les installations de combustion sont progressivement démantelées. Le suivi actuel est maintenu jusqu'à l'arrêt définitif des installations de combustion.

Le plan en annexe 2 reprend les travaux de réaménagement du site dans le cadre du projet Power Up et le plan en annexe 3, le site après projet Power Up.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Art. 2.1.1 – Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- limiter la gestion des effluents et déchets, en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Art. 2.1.2 – Consignes d’exploitation

L’exploitant établit des consignes d’exploitation pour l’ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d’exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d’arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L’exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l’exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l’installation.

CHAPITRE 2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L’établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou de matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l’environnement tels que des manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Art. 2.3.1 – Propreté

L’exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d’intégrer l’installation dans le paysage. L’ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Les aires extérieures de stockage d’équipements et de matériels sont parfaitement délimitées, et ne peuvent pas être à l’origine de risques ou de nuisances pour les riverains du site ou pour l’environnement.

Les abords de l’établissement placés sous le contrôle de l’exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

L’exploitant prend les mesures nécessaires afin d’éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc

Des dispositifs, tels que, par exemple, l’arrosage ou le lavage de roues, sont mis en place en tant que de besoin.

Art. 2.3.2 - Esthétique

Les abords de l’installation, placés sous le contrôle de l’exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l’objet d’un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).

CHAPITRE 2.4 - INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Art. 2.4.1 - Accès et circulation dans l’établissement

L’exploitant fixe les règles de circulation applicables à l’intérieur de l’établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies d’accès sont maintenues dans un état tel qu’elles permettent à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours. Ces voies sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptibles de gêner la circulation.

Au moins deux accès de secours, éloignés l’un de l’autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d’être exposés aux conséquences d’un accident, sont en permanence

pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Art .2.4.2 – Gardiennage et contrôle d'accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle permanent des accès.

Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres empêchant l'accès au site.

L'établissement est protégé par un dispositif d'anti-intrusion, avec un report dans les bureaux ou dans un local où une présence humaine est assurée en permanence. Ces personnes assurent les visites de levées de doute. Un service de gardiennage contrôlant les accès est présent sur le site en permanence.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de fermeture du site.

Art. 2.4.3 - Accessibilité

Les installations doivent rester en tout temps accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elles sont desservies, sur au moins une face, par une voie engin ou par une voie échelle si le plancher bas de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

Dans ce cas, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

CHAPITRE 2.5 - CONTRÔLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées. Les frais occasionnés par ces études et ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

CHAPITRE 2.6 --DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUES

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet de la Haute-Garonne par l'exploitant.

CHAPITRE 2.7 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Une déclaration, sous forme dématérialisée via une téléprocédure (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr>), est réalisée au plus tard 3 jours après l'évènement. Cette déclaration ne remplace pas l'alerte immédiate des autorités pendant une éventuelle phase de crise.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.8 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Art. 3.1.1 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Art. 3.1.2 – Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Art. 3.1.3 – Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

Art. 3.1.4 – Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Art. 3.1.5 – Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 - CONDITIONS DE REJET

Art. 3.2.1 – Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment de siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 modifié relatif « aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence » sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Art. 3.2.2 – Conditions générales de rejet

Les points de rejets sont repérés sur les plans en annexes 4 (situation actuelle) et 5 (situation après projet) du présent arrêté.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des

conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Situation des rejets du site avant-projet Power Up

Points de rejet N°	Ateliers	Installations raccordées	Hauteur en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Traitement
4c	TS bât 9	Cuves de TS et ressuage	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm³/h 8 m/s si débit > 5 000 Nm³/h	Laveur de gaz
15	TS bât 9	Aspiration sorbonne laboratoire	10 m	-	-	-
5b	TS bât 9	Décontamination seringueuse	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm³/h 8 m/s si débit > 5 000 Nm³/h	-
5c	Brasage bât 26	Brasage	10 m*	4000	> 5m/s	-
8 (6 cheminées bât 36 + 3 cheminées bât 4)	Bancs hydraulique bât 36 et 4	Bancs hydrauliques	10 m*	1000	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm³/h 8 m/s si débit > 5 000 Nm³/h	-
9 (10 cheminées bât 4 + 7 cheminées bât 2)	Bancs d'essais moteurs bât. 4 et 2	Bancs d'essais moteurs	10 m	10000	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm³/h 8 m/s si débit > 5 000 Nm³/h	-
10 (2 cheminées)		Rejet compresseurs Air comprimé				
11		Rejet local pompes à vide				
13 (3 cheminées)	Banc échangeur bât 24	Bancs échangeurs	10 m*	> 5000	> 8 m/s	-
16	Zone tailcone	2 tailcones	10 m	> 5000	> 8 m/s	-
7	Traitement mécanique des métaux bât 3	Electroérosion	10 m*	2800	> 5 m/s	-
14 (3 cheminées)	Traitement mécanique des métaux bât 3	Ajustage affûteuse	10 m*	800	> 5 m/s	-
5d	Atelier brasage bât 26	Bras articulés aspiration poste de travail brasage	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm³/h 8 m/s si débit > 5 000 Nm³/h	-
12a	Atelier feutre découpe bât 25	Table aspirante + aspiration tour	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm³/h 8 m/s si débit > 5 000 Nm³/h	-
12b	Atelier feutre découpe bât 25	Poste de travail collage	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm³/h 8 m/s si débit > 5 000 Nm³/h	-
16b	Bancs mobile DEV2	Essai moteur	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm³/h 8 m/s si débit > 5 000 Nm³/h	-
5e	Rejet aspiration	Machine	10 m	-	> 5 m/s si débit < -	-

	Machine Vertrel	dégraissage solvant				5 000 Nm ³ /h 8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h
19	Rejet laser 3D	Nouveau laser 3D	10 m	-		> 5 m/s si débit < - 5 000 Nm ³ /h 8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h

* : les hauteurs de rejet doivent respecter les dispositions des articles 52 à 56 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié.

S'agissant des conduits n° 8, 9, 13 et 16, l'exploitant justifie de la représentativité des cheminées retenues ou non pour les mesures à réaliser tous les 3 ans en fonction de leur nombre d'heures d'exploitation.

Situation des rejets du site après projet Power Up

Points de rejets N°	Ateliers	Installations raccordées	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Traitement
4c	TS bât 9	Cuves de TS et ressuage	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h 8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	Laveur de gaz
5b	TS bât 9	Décontamination seringueuse	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h 8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	-
5c (Bat 101)	Brasage	Brasage	10 m*	4000	> 5m/s	-
8 (bât 4 et 101)	Bancs hydraulique bât 4	Bancs hydrauliques	10 m*	1000	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h 8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	-
9 (9 cheminées bât 4)	Bancs d'essais moteurs (Bat 4)	Bancs d'essais moteurs	10 m*	10000	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h 8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	-
10 (2 cheminées)		Rejet compresseurs Air comprimé				
11		Rejet local pompes à vide				
13 (2 cheminées – Bat 24)	Banc échangeur (Bat 24)	Bancs échangeurs	10 m*	> 5000	> 8 m/s	-
7(Bat 101)	Traitement mécanique des métaux (Bat 101)	Electroérosion	10 m*	2800	> 5 m/s	-
14 (Bat 101)	Traitement mécanique des métaux (Bat 101)	Ajustage affûteuse	10 m*	800	> 5 m/s	-
5d(Bat 101)	Atelier brasage (Bat 101)	Bras articulés aspiration poste de travail brasage	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h 8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	-
12a	Atelier feutre découpe (bat 101)	Table aspirante + aspiration tour	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h 8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	-
12b	Atelier feutre découpe (Bat	Poste de travail collage	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h	-

	101)				8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	
16b – extérieur	Bancs mobile DEV2/ DEV 3 – extérieur à côté du Bat 4	Essai moteur	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h	-
5e(Bat 101)	Rejet aspiration Machine Caldene	Machine dégraissage solvant	10 m	-	8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	-
19(Bat 101)	Rejet laser 3D	Nouveau laser 3D	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h	-
20	Travail mécanique des métaux (Bat 101)	Rejets machines-outils (brouillards d'huile)	10 m	-	8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	
21	Soudage friction (Bat 101 ou 4)	Soudage par friction	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h	
22	Groupe électrogène	Groupe électrogène			8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	
23	Extérieur Bat 101	Event cuve Azote				
24	Sablage (Bat 101)	Sableuse	10 m	-	> 5 m/s si débit < 5 000 Nm ³ /h	
25	Activité électronique/montage (Bat 101)	Brasage Tendre et Collage	10 m	-	8 m/s si débit > 5 000 Nm ³ /h	

* : les hauteurs de rejet doivent respecter les dispositions des articles 52 à 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

S'agissant des conduits n° 8, 9, 13 et 16, l'exploitant justifie de la représentativité des cheminées retenues ou non pour les mesures à réaliser tous les 3 ans en fonction de leur nombre d'heures d'exploitation.

Art. 3.2.3 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et quantités maximales rejetées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Installations de traitement de surface :

Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies ci-dessous.

Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.

Point de rejet 4c : Traitement de surface	
Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg/Nm ³)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	100
NH ₃	30

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Installations de décontamination, de travail mécanique des métaux et d'électroérosion :

Points de rejet N°5b, 5c, 5d, 7, 12a, 14 (14a, 14b, 14c et 14d) 25	
Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg/Nm ³)
Poussières totales	100 mg/m ³ si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h 40 mg/m ³ si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h
COV non méthaniques	110 mg/Nm ³ , si le flux est supérieur à 2 kg/h

Point de rejet N°12b	
Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg/Nm ³)
COV non méthaniques	110 mg/Nm ³ , si le flux est supérieur à 2 kg/h
Cr VI	Inférieur aux limites de détection avec un flux horaire ne dépassant pas 0.5 g/h

Bancs d'essais :

Points de rejet N°, 16b, 8, 9, 13,	
Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg/Nm ³)
Poussières totales	100 mg/m ³ si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h 40 mg/m ³ si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h
COV non méthaniques	110 mg/Nm ³ , si le flux est supérieur à 2 kg/h

*Vitesse d'éjection : Tous les bras doivent être ouverts pour effectuer la mesure.

Point de rejet N°5e	
Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg/Nm ³)
COV non méthaniques	110 mg/Nm ³ , si le flux est supérieur à 2 kg/h

Point de rejet N°19	
Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg/Nm ³)
Poussières totales	100 mg/m ³ si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h 40 mg/m ³ si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h
Cr VI	Inférieur aux limites de détection avec un flux horaire ne dépassant pas 0.5 g/h

CHAPITRE 3.3 - ÉMISSIONS DE COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS

Art. 3.3.1 – Émissions diffuses

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants

utilisée. Ce taux est ramené à 15% si la consommation annuelle de solvants est supérieure à 10 tonnes.

Art. 3.3.2 – Composes spécifiques / COV spécifiques

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.

Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, les valeurs limites suivantes sont respectées.

Composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié :

- Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.
- En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.

Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68 :

Si la consommation de solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou halogénés étiquetés R 40 est supérieure à 1 tonne par an :

- la valeur limite de la concentration globale des solvants à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 2 mg/m³.
- la valeur limite de la concentration globale des solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 20 mg/m³.
- le flux annuel des émissions diffuses de ces solvants ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 10 % si la consommation de ces solvants est supérieure à 5 tonnes par an.

COV spécifiques :

Les activités n'émettent pas de composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ni de substances à mention de danger H340, H350, H350i, H360F, H360D et halogénées étiquetées H351.

Art. 3.3.3 – Plan de gestion des solvants

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants (PGS) et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Le PGS est établi suivant les dispositions du « Guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants » réalisé par l'INERIS et le ministère en charge de l'écologie, en vigueur.

TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Art. 4.1.1 – Origines des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel
Réseau public	8000 m ³

CHAPITRE 4.2 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Art. 4.2.1 – Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux de ruissellement des toitures, non polluées et les eaux de ruissellement des aires extérieures susceptibles d'être polluées ;
- les eaux industrielles (bains de rinçage de l'atelier de traitement de surfaces après traitement en station, eau de refroidissement).

Art. 4.2.2 – Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Points n°1 à 6
Localisation	Voir plan en annexes 6 (actuel) et 7 (après projet)
Nature des effluents	Eaux de ruissellement de toitures et des voiries, et purges de compresseurs après traitement
Exutoire du rejet	Réseau pluvial communal
Traitement avant rejet	Séparateurs d'hydrocarbures sur la zone carburant, la zone déchets, la zone produits chimiques et la zone atelier de traitement de surfaces
Milieu naturel récepteur	+ Obturateurs Garonne

Art. 4.2.3 – Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu

Eaux pluviales :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux de ruissellement dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies, contrôlées sur effluent brut non décanté.

Points de rejet n°1 à 6	
Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
DCO	300
DBO5	100
MES	100
Hydrocarbures totaux	10
AOX	1
Cr VI et composés	0,1
Cr total et composés	0,5
Fe + Al	5
Zn et composés	2
Ni et composés	0,5

Effluents aqueux:

Le site dispose d'une convention de rejet pour ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de conception et de fabrication. La convention de rejet est tenue à disposition de l'inspection.

Art. 4.2.4 – Eaux pluviales susceptibles d'être polluées accidentellement

Les eaux pluviales polluées accidentellement et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

TITRE 5 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

CHAPITRE 5.1 - MISE EN PLACE DE LA SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant effectue, sur et aux alentours de son site, les mesures de surveillance nécessaires afin d'assurer le contrôle des risques de migration chimique de polluants dans les eaux souterraines.

Le plan d'implantation des piézomètres après projet Power Up se trouve en annexe 8.

Art. 5.1.1 - Composition et implantation du réseau de surveillance en phase travaux

La composition et l'implantation du réseau de surveillance lors de la phase travaux du projet Power Up sont traitées dans le chapitre 9.

Art. 5.1.2 - Composition et implantation du réseau de surveillance après projet Power up

Surveillance de la nappe alluviale :

32 ouvrages pour la surveillance de la nappe alluviale, qui sont les suivants :

- Intérieur du site : 25 piézomètres réglementaires au total : P1 à P7, P9, P10, P14, P15, P17, P22, P23, P26, P30, P31, P32, P33, P34, P35, P41, P42, P49 et Puits 1
- Extérieurs du site : 3 piézomètres (P45, P46 et P47) et 4 puits extérieurs (Puits CSI, Puits Extérieur Sérignac 1, Puits Extérieur Sérignac 2, Puits Extérieur 5)

Surveillance de la nappe molassique :

13 ouvrages pour la surveillance de la nappe molassique, qui sont les suivants :

- M2, M4 à M9, M11 à M16

En fonction des résultats d'analyse de l'ouvrage M9, un ouvrage complémentaire remplaçant l'ouvrage M10 devra être envisagé dans les 6 mois suivant les résultats de la surveillance semestrielle.

En cas d'implantation d'un piézomètre hors des limites de propriété du site, l'exploitant doit obtenir l'accord des propriétaires et/ou occupants légaux et/ou gestionnaires des terrains où se situent le piézomètre et les accès à ce piézomètre.

Art. 5.1.3 - Repérage et déclaration du réseau de surveillance

Les piézomètres sont nivelés (altitude Z suivant NGF) et géoréférencés (coordonnées (X,Y) Lambert II) et doivent être déclarés au BRGM (Service Géologique Régional de Midi-Pyrénées).

CHAPITRE 5.2 - EXÉCUTION DES OPÉRATIONS DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Art. 5.2.1 – Périodicité

Les campagnes de prélèvements sont réalisées semestriellement sur chaque point cité à l'article 5.1.2 du présent arrêté, à raison d'au moins une campagne de prélèvements en période de hautes eaux et d'une en période de basses eaux. Afin d'assurer une répartition régulière des campagnes de prélèvements, l'intervalle entre chaque campagne de prélèvements ne doit pas excéder 8 mois.

La fréquence des prélèvements pourra être modifiée à la demande de l'inspection des installations classées, notamment en fonction des résultats des différentes campagnes de surveillance.

Art. 5.2.2 – Phases travaux

La périodicité des analyses et les paramètres à surveiller lors de la phase travaux du projet Power Up sont traités dans le chapitre 10.

Art. 5.2.3 - Conditions générales de prélèvement

Les prélèvements sont effectués par un organisme indépendant de l'exploitant.

Lors de chaque campagne de prélèvements, l'organisme procédant aux prélèvements relève les hauteurs d'eau dans chaque piézomètre. Si, malgré la présence d'eau, le prélèvement dans un point de contrôle ne peut s'effectuer dans de bonnes conditions notamment pour cause de faible productivité de l'aquifère, il convient avant de renoncer à l'utilisation de ce point de contrôle lors de la campagne de prélèvements de vérifier s'il est possible de mettre en place un dispositif permettant de rétablir des conditions favorables de prélèvement.

La réalisation d'un tel dispositif ne doit pas altérer la conformité de l'ouvrage aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé.

Art. 5.2.4 - Paramètres et substances à doser

Les analyses des échantillons sont effectuées par un laboratoire agréé pour l'ensemble des paramètres analysés.

Les analyses de tous les prélèvements dosent les paramètres physico-chimiques généraux (pH, température, conductivité, oxygène dissous), les niveaux de la nappe et les substances suivantes :

Paramètres à analyser	Ouvrages concernés
Cr total, Cr VI et Ni	P1 à P7, P10
HCT	P1 à P7, P10, P15, P17 + tous les puits extérieurs
BTEX	P1 à P7, P10, P15, P17 + tous les puits extérieurs
Composés organohalogénés volatils (COHV)	Tous les ouvrages cités aux 4 paramètres ci-dessus
Alcanes volatils C5-C10	P1 à P7, P10, P14, P15, P17, P33, P35 + 4 puits extérieurs

La liste des substances à analyser pourra être modifiée en accord avec l'inspection des installations classées ou à la demande de l'inspection en fonction des résultats des différentes campagnes de surveillance, à l'issue d'une période de quatre ans.

Art. 5.2.5 - Méthodes et normes d'analyse

Pour chacun des paramètres dosés, la norme utilisée est en priorité une norme EN, ISO ou NF. À défaut l'exploitant doit justifier le choix de la norme (DIN, US EPA, etc.) utilisée et être en mesure d'en fournir une copie en cas de demande de l'inspection des installations classées.

Pour chacun des paramètres dosés, la méthode analytique retenue doit permettre d'atteindre une limite de détection et un seuil de quantification du paramètre analysé se situant le plus en dessous possible des valeurs les plus faibles parmi :

- les valeurs limites réglementaires du paramètre pour le milieu eaux souterraines surveillé ;
- des valeurs guides pour ce même milieu.

À défaut de l'existence de valeurs limites réglementaires ou de valeurs guides relatives aux eaux pour un paramètre, l'exploitant propose à l'inspection des installations classées une valeur de référence relative à des expositions chroniques dans les eaux par comparaison argumentée à des valeurs toxicologiques et/ou écotoxicologiques.

Dans ce cas, la méthode analytique retenue doit permettre d'atteindre une limite de détection et un seuil de quantification du paramètre analysé se situant le plus en dessous possible de la valeur de référence proposée.

CHAPITRE 5.3 - RENDU ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE SURVEILLANCE

L'exploitant signale à l'inspection toute dégradation de la qualité des eaux souterraines dans les plus brefs délais.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, dès réception des résultats des prélèvements et des analyses et sans que les délais de transmission n'excèdent deux mois après la fin de la campagne de prélèvements, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un rapport rassemblant les résultats de prélèvements et d'analyses.

Ce rapport comporte :

- Piézométrie :
 - les hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance ; ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF),
 - la mention de l'absence ou de l'insuffisance d'eau dans les ouvrages à sec lors des prélèvements,
 - la carte piézométrique propre à la campagne de surveillance montrant le tracé des sens locaux d'écoulement de la nappe et les courbes isopièzes au moment des mesures des hauteurs d'eaux souterraines.
- Méthodologie et normes :
 - la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons ;
 - l'indication des normes en vigueur utilisées lors des opérations de prélèvement et d'analyse.
- Résultats d'analyse et comparaison :

Les résultats des analyses sont comparés pour chaque paramètre :

- en premier lieu aux valeurs limites réglementaires en vigueur, lorsque celles-ci existent ;
 - à défaut de valeurs réglementaires, aux valeurs guides existantes en vigueur à la date du rapport ;
 - à défaut de valeurs limites réglementaires et de valeurs guides, à des valeurs de référence relatives à des expositions chroniques dans les eaux, argumentées par comparaison à des valeurs toxicologiques et/ou écotoxicologiques ;
 - le rapport comportera aussi les copies des rapports de prélèvement et d'analyse.
- Commentaires et actions de l'exploitant :

L'exploitant prend connaissance des résultats d'analyse et de leur comparaison aux valeurs citées à l'article 5.2.4 ci-dessus et assortit la transmission à l'inspection du rapport de rendu des résultats de ses propres commentaires et propositions. En particulier si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe la préfecture et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'inspection des installations classées pourra demander à l'exploitant, notamment au vu des résultats des campagnes de surveillance :

- que certaines campagnes de surveillance incluent épisodiquement des points de contrôle supplémentaires (notamment les puits situés en aval hydraulique) à ceux définis

- et/ou des paramètres supplémentaires à ceux définis à l'article 5.2.4 ;
- la réalisation de campagnes ponctuelles de surveillance supplémentaires.

Les frais occasionnés par les opérations nécessaires pour se conformer aux dispositions des articles du présent titre sont à la charge de l'exploitant.

TITRE 6 – DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 - PRINCIPE DE GESTION

Art. 6.1.1 – Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Art. 6.1.2 – Séparation, valorisation et élimination des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par l'article R. 543-57 du code de l'environnement sont valorisés par la préparation en vue de la réutilisation, le recyclage ou tout autre mode de valorisation, y compris la valorisation énergétique.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-4 et suivants du code de l'environnement. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets de batteries doivent être éliminés conformément aux dispositions du règlement (UE) 2023/1542 relatif aux batteries et aux déchets de batteries.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-138 et suivants du code de l'environnement. Ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) non triés et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés ou éliminés dans des installations réglementairement autorisées en application des dispositions du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Les eaux de lavage (sols, équipements...) sont identifiées en fonction de leurs caractéristiques physico-chimiques et traitées en fonction par le procédé le plus adapté ; au-delà des critères d'acceptabilité pour un pré-traitement interne, elles sont évacuées en tant que déchets industriels dangereux et éliminées dans des installations réglementairement autorisées.

Les déchets dangereux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement doivent faire l'objet de traitements spécifiques.

Art. 6.1.3 - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 6.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits en s'assurant que les installations visées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Pour chaque déchet dangereux, l'identification du déchet, régulièrement tenue à jour, comporte les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature ;
- la dénomination du déchet ;
- son mode de conditionnement ;
- le traitement d'élimination prévu ;
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet) ;
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale) ;
- les risques présentés par le déchet ;
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières.

L'exploitant tient, pour chaque déchet dangereux, un dossier où sont archivés :

- l'identification du déchet ;
- les résultats des contrôles effectués sur le déchet ;
- les observations faites sur le déchet ;
- les bordereaux de suivi de déchets dangereux renseignés par les centres éliminateurs.

Art. 6.1.5 – Traçabilité et transport des déchets

L'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition de ses déchets, conformément aux dispositions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement.

À chaque expédition vers l'extérieur d'un lot de déchets dangereux, un bordereau électronique doit être émis dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets de suivi, conformément à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-49 et suivants du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 7.1.1 – Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Art. 7.1.2 – Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Art. 7.1.3 – Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

Art. 7.2.1 – Valeurs limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Art. 7.2.2 – Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés) 70 dB(A)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés) 60 dB(A)
---	--

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 7.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 7.3 - VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 7.4 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les bancs d'essais intérieurs sont placés dans des cellules spécifiques isolées phoniquement. Les bancs les plus bruyants sont équipés de silencieux, dans la mesure où les techniques existantes ne dégradent pas les conditions d'essais et l'écoulement des gaz de combustion.

Le point de rejet DEV4 est équipé d'un traitement acoustique sur l'entrée d'air, la cheminée et les parois du banc. En cas de dépassement constaté, des équipements de réduction des nuisances sonores (écrans, caissons,...) sont mis en place par l'exploitant.

CHAPITRE 7.5 - LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

Afin d'éviter ou de réduire les nuisances lumineuses, les éclairages des luminaires extérieurs sont orientés vers le bas et dirigés vers la zone nécessitant d'être sécurisée.

L'éclairage de l'établissement est éteint en période nocturne autant que possible.

TITRE 8 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

La prévention des risques technologiques au sein du site est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

CHAPITRE 8.1 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Art. 8.1.1 – Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers.

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et doit au minimum disposer d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement.

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs.

Art. 8.1.2 – Entretien des moyens d'intervention

Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés conformément à la réglementation en vigueur et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Art. 8.1.3 – Protection individuelle du personnel d'intervention

Des protections individuelles adaptées sont mises à disposition des intervenants dans les zones à risques spécifiques de manière à couvrir les interventions normales ou les circonstances accidentelles.

Art. 8.1.4 - Ressources en eau

L'exploitant dispose des ressources en eau et en mousse en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.

Les sapeurs-pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, à minima 480 m³ d'eau utilisable en 2 heures.

Ces besoins en eau peuvent être satisfaits à partir d'un réseau alimentant des poteaux d'incendie de 100 mm, 150 mm ou 2 x 100 mm normalisés NF EN 14384 (débit de 17 litres par seconde sous une pression minimale de 1 bar) remplissant les conditions suivantes :

distance maximale, par les voies de circulation, entre l'entrée du bâtiment la plus proche d'un accès voie publique et :

- l'hydrant le plus proche : 100 m
- l'hydrant le plus éloigné : 300 m

distance maximale entre hydrants : 200 m.

Les poteaux d'incendie doivent respecter les règles d'installation définies dans la norme NFS 62-200.

Art. 8.1.5 – Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant a communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Elles doivent être affichées, et mentionner a minima :

- la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- les modalités d'appel des services de secours ;

les consignes spécifiques aux types de produits entreposés et utilisés.

Art. 8.1.6 - Désenfumage

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). L'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir se faire manuellement, y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Dans le cas d'une installation équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction.

Les escaliers doivent être munis d'un dispositif de désenfumage naturel ou mécanique. De même, les locaux de plus de 300 m², les circulations horizontales et les locaux d'attente destinés aux personnes handicapées doivent être dotés d'un dispositif mécanique de désenfumage.

Art. 8.1.7 - Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines.

En cas de détection automatique d'un incendie, la ventilation mécanique contrôlée doit s'arrêter automatiquement. Les moyens de mise en route et de coupure des installations de ventilation doivent rester facilement accessibles, et sont correctement repérés et identifiés à proximité des zones concernées.

Art. 8.1.8 - Évacuation

Dans les locaux comportant des zones de risque incendie, les portes s'ouvrent facilement dans le sens de l'évacuation, elles sont E30 (pare flammes une demi-heure) et à fermeture automatique.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Les issues et dégagements mis à la disposition du public et du personnel sont laissés libres en permanence. Les matériaux encombrants et/ou combustibles ne sont pas stockés dans les circulations, ainsi qu'au-dessus de celles-ci. Les portes permettant l'évacuation du personnel dans les locaux et bâtiments accueillent plus de cinquante personnes s'ouvrent dans le sens de la sortie.

À chaque extrémité des passerelles de maintenance, des dégagements sont installés (du type échelle meunière ou à crinoline) de façon à garantir l'évacuation du personnel s'y trouvant quelle que soit la localisation du sinistre.

Certains locaux sont susceptibles d'accueillir des personnes à mobilité réduite : toutes les dispositions permettant de les accueillir doivent être respectées (ascenseurs encloués, locaux d'attente désenfumés avec éclairage sécurité et interphones, largeurs des portes adaptées...).

Un éclairage de sécurité conforme à la réglementation en vigueur indiquant le cheminement vers les dégagements et les issues de secours doit être installé afin de faciliter l'évacuation des personnes en cas d'interruption de fonctionnement de l'éclairage normal. Les cheminements qui ne sont pas délimités par des parois verticales sont matérialisés.

L'établissement est équipé d'un système d'alarme sonore, dès lors que plus de cinquante personnes peuvent se trouver occupées ou réunies simultanément.

Les consignes d'évacuation du personnel sont affichées, de façon bien lisible.

Art. 8.1.9 - Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention.

Cette interdiction est formalisée au travers du règlement intérieur de l'entreprise et mentionnée à tout le personnel, ainsi qu'aux prestataires de services in-situ lors de l'élaboration de chaque plan de prévention.

L'interdiction de fumer ou d'apporter du feu doit être affichée de manière visible à l'entrée des locaux déclarés « à risques » par l'exploitant.

Art. 8.1.10 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur les installations, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel, plus particulièrement de celui affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement. Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation de situations à risques permettant de vérifier la bonne application des consignes de sécurité ;
- une sensibilisation sur les dangers à partir des événements connus.

De plus, le personnel intervenant dans des secteurs à risques doit être familiarisé avec les mesures pratiques à prendre en cas d'incident mineur ou grave et connaître les moyens d'alerte des équipes d'intervention. Les équipes d'intervention connaissent les scénarii d'incidents possibles sont préparés à une prise en compte rapide et efficace.

Art. 8.1.11 – Travaux d'entretien et de maintenance

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxiques sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne nommément désignée.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la nature des dangers ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux, destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

CHAPITRE 8.2 - Installations électriques – dispositions générales

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste

- la nature des dangers ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux, destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

CHAPITRE 8.2 - Installations électriques – dispositions générales

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art, par des liaisons distinctes de celles des installations de protection contre la foudre. Une vérification des mises à la terre est faite périodiquement avec enregistrements des vérifications réalisées.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation normale.

Toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques ;
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

Toutes les précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation (mise à la terre, liaisons équipotentielles). Les dispositions

constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- limitation de l'usage de matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages...).

CHAPITRE 8.3 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié à la fréquence fixée par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et par la norme associée. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui, accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu des compteurs de coups de foudre ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

CHAPITRE 8.4 - PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES EN TOITURE

L'exploitant installe des dispositifs de coupure pour l'intervention des services de secours et pour regrouper ces dispositifs de commandes en un même lieu. Ces dispositifs de coupure sont regroupés avec la commande de coupure du réseau de distribution pour permettre :

- la coupure du réseau de distribution ;
- la coupure du circuit de production.

La coupure du circuit DC (dispositif électromécanique) est installée au plus près des modules photovoltaïques, et toujours en amont des locaux et dégagements accessibles au public. La coupure du circuit DC doit également pouvoir être pilotée à distance depuis une commande (électrique ou pneumatique).

Un système de report d'information de mise hors tension effective de l'installation est installé à proximité immédiate de la commande de coupure de l'installation de production photovoltaïque.

Des pictogrammes photovoltaïques doivent être mis en place par l'exploitant :

CHAPITRE 8.5 - SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE

Art. 8.5.1 – Dispositifs de désenfumage naturel du bâtiment 101

L'exploitant doit s'assurer du maintien en position ouverte des portes manuelles permettant l'amenée d'air frais lors de la mise en fonction du désenfumage. En cas de mise en place de ferme porte, ceux-ci devront pouvoir être verrouillés en position ouverte.

En raison des contraintes techniques d'aménagement, les zones ne pouvant pas être désenfumées naturellement sont désenfumées mécaniquement, conformément à l'Instruction Technique 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

Art. 8.5.2 – Système de sécurité incendie avec temporisation

L'exploitant doit mettre en place un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A avec temporisation de 5 min. Des procédures et consignes internes permettent la réalisation des levées de doute dans les 5 min de temporisation. Ces procédures et consignes sont tenues à disposition de l'inspection.

L'exploitant garantit la surveillance permanente du SSI, notamment via un report d'alarme sur le tableau de report du poste de garde.

Art. 8.5.3 – Sprinklage du bâtiment 101

Un volume de 360 m³ est ajouté à la cuve de sprinklage, permettant l'obtention d'un volume utile de 687 m³ utile avec une motopompe diesel afin d'assurer les besoins de sprinklage et des poteaux incendie du site.

Afin de garantir la disponibilité en tout temps des 360 m³ supplémentaires, y compris lors du fonctionnement du sprinklage, les poteaux incendie étant piqués en aval de la pompe sprinklage, un limiteur de pression est mis en place sur le réseau desservant les poteaux afin de conserver des poteaux rouge.

Le réseau de sprinklage est représenté sur le plan en annexe 9 du présent arrêté.

CHAPITRE 8.6 - PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS

Art. 8.6.1 – Confinement des eaux d'incendie ou polluées

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) doivent être récupérées dans un volume de confinement étanche aux produits collectés.

Les écoulements et eaux incendie sont récupérées via un confinement à l'intérieur pour les bâtiments neufs du projet Power Up et via le réseau incendie pour les bâtiments existants. En cas de volume important, les eaux sont collectées de manière gravitaire vers le réseau pluvial et le bassin de rétention de 1300 m³, étanche via des dispositifs d'obturation.

Les eaux pluviales polluées accidentellement et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. La vidange suit les principes imposés au chapitre 4.2.4 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Des batardeaux sont mis en place au niveau des accès des bâtiments concernés (bâtiments existants) permettant la rétention des eaux.

Des procédures et consignes internes précisent l'organisation relative à la fermeture des vannes garantissant le confinement des eaux depuis le bassin de rétention. Les consignes de mise en œuvre des dispositifs d'obturation sont affichées à l'accueil.

Les dispositifs d'obturation sont dimensionnés, mis en œuvre et maintenus de façon à assurer leur efficacité.

Les procédures et consignes sont tenues à disposition de l'inspection.

Le plan en annexe 7 reprend les organes de gestion des eaux pluviales.

CHAPITRE 8.7 - RISQUE INONDATION

Art. 8.7.1 – Principes généraux

Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir d'impact sur l'environnement en cas d'inondation sur le site.

Des consignes de mise en sécurité du site et d'évacuation du personnel sont établies.

Aucun stockage de produits dangereux n'est réalisé dans les parties du site situées en zone inondable.

Le stockage de matières dangereuses du site est réalisé hors d'eau au niveau du bâtiment 8. Cette situation reste inchangée après le projet de réaménagement Power Up.

La localisation du site vis à vis du zonage PPRI est disponible en annexe 11 du présent arrêté.

Art. 8.7.2 – Stockage des IBC

Les IBC de 1000L destinés au stockage de carburant SAF, ou tout autre produit présentant des risques pour l'environnement, doivent être fixés aux infrastructures au moyen de sangles. Ces sangles doivent permettre de retenir les IBC en cas de crue sur le site en phase d'exploitation. Ces sangles doivent être conçues pour résister à la poussée d'Archimède.

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENUS DE LA SURVEILLANCE

Art. 9.1.1 – Programme de surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur la santé du voisinage et l'environnement, l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont effectuées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette

dernière, se substituer au programme de surveillance.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions, ainsi que de fréquence de transmission des données de surveillance.

Art. 9.1.2 – Surveillance des émissions atmosphériques

La surveillance annuelle des rejets porte sur :

- le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;
- les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés ci-dessous est réalisée selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.

Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.

Installations de traitement de surfaces :

Conduits N° 4c	
Paramètres	Fréquence
Acidité totale exprimée en H HF Cr total Cr VI Ni CN Alcalins, exprimés en OH NOx, exprimés en NO ₂ SO ₂ NH ₃	Tous les ans, avec transmission du rapport dès réception à l'inspection des installations classées

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Installations de décontamination, de travail mécanique des métaux et d'électroérosion :

Conduits N°5b, 5c, 5d, 7, 12a, 14 (14a, 14b, 14c et 14d), 25	
Paramètres	Fréquence
Poussières totales COV non méthaniques	Tous les ans, avec transmission du rapport dès réception à l'inspection des installations classées

Conduits N° 12b	
Paramètres	Fréquence

COV non méthaniques Cr VI	Tous les ans, avec transmission du rapport dès réception à l'inspection des installations classées
------------------------------	---

Installations bancs d'essais :

Paramètres	Conduit N°8, 9, 13, 16b	Fréquence
Vitesse d'éjection Poussières totales COV non méthaniques	Au moins 1 cheminée par an, toutes les cheminées accessibles et représentatives tous les 3 ans	

Paramètres	Conduits N° 5e	Fréquence
COV non méthaniques	avec transmission du rapport dès réception à l'inspection des installations classées	Tous les ans,

Paramètres	Conduits N° 19	Fréquence
Poussières totales Cr VI	avec transmission du rapport dès réception à l'inspection des installations classées	Tous les ans,

Art. 9.1.3 – Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement dans le réseau public sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé régulièrement et les résultats sont portés sur un registre.

Art. 9.1.4 – Surveillance des rejets aqueux

Eaux pluviales:

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Points de rejets N° 1 à 6	Fréquence
DCO DBO5 MES Hydrocarbures totaux AOX Cr VI et composés Cr total et composés Fe + Al Zn et composés Ni et composés		Tous les 3 ans. Résultats tenus sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées

Art. 9.1.5 – Surveillance des eaux souterraines

Art. 9.1.5.1 – En phase travaux

Les modalités de surveillance des eaux souterraines en phase travaux sont détaillées dans l'art. 10.3.

Art. 9.1.5.2 – En phase exploitation

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines à partir d'un réseau de suivi

Poussières totales

Cr VI

Tous les ans,
avec transmission du rapport dès réception à l'inspection des
installations classées

Art. 9.1.3 – Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement dans le réseau public sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé régulièrement et les résultats sont portés sur un registre.

Art. 9.1.4 – Surveillance des rejets aqueux

Eaux pluviales:

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Points de rejets N° 1 à 6	
Paramètres	Fréquence
DCO	Tous les 3 ans.
DBO5	
MES	
Hydrocarbures totaux	
AOX	
Cr VI et composés	Résultats tenus sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées
Cr total et composés	
Fe + Al	
Zn et composés	
Ni et composés	

Art. 9.1.5 – Surveillance des eaux souterraines

Art. 9.1.5.1 – En phase travaux

Les modalités de surveillance des eaux souterraines en phase travaux sont détaillées dans l'art. 10.3.

Art. 9.1.5.2 – En phase exploitation

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines à partir d'un réseau de suivi constitué a minima des ouvrages suivants (cf plan annexe 8) :

- ouvrages internes dans la nappe alluviale : 25 ouvrages soit 24 piézomètres de surveillance nappe alluviale numérotés et 1 puits ;
- P1 à P7, P9 P10, P14, P15, P17, P22, P23, P26, P30, P31, P32, P33, P34, P35, P41, P42 , P49 et 1 puits : puits 1 ;
- piézomètres externes dans la nappe alluviale : 3 piézomètres : P45, P46, P47 ;
- ouvrages internes et externes dans la nappe molassique : 14 piézomètres : M2, M4 à M16 ;
- puits extérieurs, sous réserve de l'accord de leurs propriétaires : il s'agit du puits de la société CSI Sud-Ouest, des 2 puits de la société Sérignac, du puits d'un particulier situé au sud-ouest (« puits 5 »), et de tout autre puits privé situé en aval hydraulique

entre le site et la Garonne.

Les modifications apportées à ce réseau de surveillance sont soumises à l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Une fois par semestre, au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements doivent être effectués sur l'ensemble de ces ouvrages (internes et extérieurs au site).

L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures pour les paramètres et ouvrages suivants :

Paramètres à analyser	Ouvrages concernés
Cr total, Cr VI et Ni	P1 à P7, P10
HCT	P1 à P7, P10, P15, P17, P30 + tous les puits extérieurs (4 puits extérieurs)
BTEX	P1 à P7, P10, P15, P17 + tous les puits extérieurs (4 puits extérieurs)
Composés organohalogénés volatils (COHV)	Tous les ouvrages cités aux quatre tirets ci-dessus
Alcanes volatils C5-C10	P1, P2, P3, P4, P5, P6, P7, P10, P14, P15, P17, P33, P35 et tous les puits extérieurs (4 puits extérieurs)

La fréquence de surveillance ainsi que la liste des substances à analyser pourront être revues à l'issue d'une période de 4 ans.

Tout polluant qui pourrait être identifié lors des phases de réhabilitation comme susceptible de polluer la nappe, compte tenu des activités actuelles ou passées de l'installation, doit être inclus immédiatement dans le programme de surveillance.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des rapports d'analyses. Ces résultats sont assortis :

- des hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance ; ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF) ;
- de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons ;
- pour chacun des paramètres analysés, de l'indication de la norme en vigueur utilisée qui doit être conforme à une norme EN, ISO ou NF ;
- pour chacun des paramètres analysés, d'une comparaison des valeurs des différents paramètres aux résultats des campagnes précédentes et aux valeurs limites réglementaires.

Si les résultats des analyses mettent en évidence une détérioration de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées et proposer des mesures correctives à engager pour limiter, voire supprimer cette dérive.

Art. 9.1.6 – Surveillance de l'air ambiant

Des mesures d'air ambiant sont réalisées une fois par an, en période propice au dégazage, dans les secteurs I, II et III et dans les zones de panache associées, au droit du site, dans les bâtiments occupés. Cette surveillance de l'air ambiant doit être étendue aux zones de panache extérieures au site si nécessaire, notamment en cas d'anomalie importante, par rapport à l'évaluation quantitative des risques sanitaires de 2012, des teneurs observées dans les eaux souterraines, lors de 2 campagnes de surveillance successives.

Les substances à rechercher sont a minima les COHV et les alcanes volatils.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des rapports d'analyses. Ces résultats sont assortis pour chacun des paramètres analysés, d'une comparaison des valeurs des différents paramètres aux résultats des campagnes précédentes et aux valeurs limites

réglementaires si elles existent. Le cas échéant, en fonction des risques identifiés, des mesures de gestion appropriées sont proposées.

La fréquence de surveillance, ainsi que la liste des substances à analyser, pourront être revues à l'issue d'une période d'un an après la fin des travaux de réhabilitation de chaque secteur.

Art. 9.1.7 – Surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Art. 9.1.8 – Surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

Ces résultats sont transmis chaque année à l'inspection des installations classées, via le site Internet GERE (www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gere) ou équivalent.

Art. 9.1.9 – Suivi, interprétation et diffusion des résultats

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du titre 9 du présent arrêté, notamment celles de son programme de surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Conformément à l'arrêté du 28 avril 2014, et sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par ces arrêtés sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

TITRE 10 – PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES - PHASES TRAVAUX POWER UP

CHAPITRE 10.1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Art. 10.1.1 - Conformité au dossier de porter à connaissance

Les travaux de réaménagement sont réalisés conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de

cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

Tout projet important de modification du chantier ou de son mode d'exploitation doit, avant sa réalisation, être porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Art. 10.1.2 – Nuisances et risques

Les travaux de réaménagement ne doivent pas générer de pollution des sols, d'incendie, d'odeurs, d'émission de poussières, de gênes ou de nuisances pour les populations riveraines. Des dispositions sont prévues pour limiter les envols de poussières en cas de fort vent.

Les opérations du chantier de réaménagement et l'entreposage et la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à ces opérations s'effectuent dans des conditions prévenant les risques de pollution des eaux et des sols.

Art. 10.1.3 – Incidents

Lors des travaux de réaménagement du site, il appartient à la société, en cas de découverte de déchets ou de nouvelles zones de pollution non identifiées dans les études préalables réalisées sur le site mais susceptibles, en revanche, de présenter des risques ou des nuisances pour l'environnement, de prendre toutes dispositions appropriées pour les supprimer ou les limiter.

En particulier, en cas de découverte de nouvelles zones polluées, l'exploitant doit procéder aux prélèvements et analyses nécessaires pour délimiter la nature et l'extension géographique de ces zones.

Ces zones doivent être traitées conformément aux dispositions du présent arrêté. Une information systématique de l'inspection des installations classées doit être faite dans les meilleurs délais.

Tout accident ou incident survenu du fait des travaux de réhabilitation et susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et déclaré conformément au chapitre 2.6 du présent arrêté.

CHAPITRE 10.2 - CONFINEMENT DES EAUX D'INCENDIE OU POLLUÉES

Art. 10.2.1 – Confinement des eaux d'incendie ou polluées – phase 1

Des batardeaux sont mis en place au niveau des accès des bâtiments concernés (bâtiments existants) permettant la rétention des eaux. Les bâtiments neufs sont équipés d'une dalle permettant la collecte et le confinement de ces eaux comme mentionné ci-dessous.

En cas d'incendie, les eaux issues du sprinklage sont stockées dans le bâtiment 101 via une rétention sur la surface des locaux. Cette rétention permet la réalisation des analyses nécessaires avant rejet dans le réseau pluvial existant du site. (ou pompage en cas de résultats non concluants). Le volume de sprinklage associé est de 459 m³.

Les eaux incendies issues des poteaux incendie sont collectées dans le réseau pluvial existant du site. Des vannes manuelles au niveau des points de rejets existants permettront un premier confinement.

Ce mode dégradé n'est considéré que pendant la phase travaux.

Le volume concerné de confinement est de 837 m³.

Art. 10.2.2 – Confinement des eaux d'incendie ou polluées – phase 2

Le bâtiment 03 est sprinklé. Le volume de 321 m³ est collecté dans le réseau pluvial en phase travaux. Le bâtiment étant existant, le réseau pluvial est raccordé au réseau existant

du site. Au niveau du point de rejet, une vanne permet le confinement des eaux. Le volume de sprinklage du bâtiment 101 n'est pas impacté par l'augmentation de surface (soit 459 m³). De la même manière qu'en phase précédente, les eaux incendie sont stockées directement dans les bâtiments. Ce fonctionnement en mode dégradé est effectif jusqu'à la création du bassin de rétention. Le volume de rétention maximum associé à cette phase est de 1017 m³.

CHAPITRE 10.3 - SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

L'annexe 8 du présent arrêté reprend le plan du site et l'implantation des ouvrages d'injections et de contrôles et l'annexe 10, la liste des piézomètres détruits, conservés et déplacés dans le cadre du projet de réaménagement Power Up.

Art. 10.3.1 – Neutralisation de piézomètres

Dans le cadre des travaux de réaménagement du projet Power Up, les piézomètres suivants sont neutralisés pendant la durée des travaux :

- P1, P2, P7, P8, P9, P10, P14, P15, P22, P23, P30, P34, P35, P45
- Puits 1

L'exploitant est tenu de respecter la norme NF X 10-999 d'avril 2014 en vigueur pour neutraliser les ouvrages le nécessitant, et de mettre en place des mesures de protection sur le chantier, afin d'assurer l'absence d'incidence sur le sol et les eaux souterraines.

Art. 10.3.2 – Mise à l'arrêt de piézomètres

Dans le cadre des travaux de réaménagement du projet Power Up, les piézomètres suivants sont mis à l'arrêt : n°5, 16, 17, 24, 25, 32, 42, 40.

Chaque piézomètre ou puisard neutralisé définitivement dans le cadre du projet, est mis hors service conformément aux règles de l'art.

Chaque neutralisation définitive fait l'objet d'un autocontrôle et d'un rapport détaillé des opérations de destruction incluant les méthodes utilisées et les matériaux employés.

Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 10.3.3 – Déplacement de piézomètres

Parmi les piézomètres neutralisés, les piézomètres n°5, 32, 42 sont remis en service à l'issue des travaux de réaménagement du projet Power Up. Toutefois, ils sont déplacés par rapport à leur localisation actuelle, et de nouveaux piézomètres sont implantés pour surveiller la pollution de l'aquifère si besoin. Le piézomètre n°47 est également remis en service.

Art. 10.3.4 – Surveillance de la nappe – phase travaux

Lors de la phase de travaux, un suivi mensuel des piézomètres permet le suivi de la qualité des eaux souterraines et de vérifier l'absence de pollution de la nappe alluviale et l'absence de dégradation de la qualité des eaux souterraines, sur la base des concentrations de référence de l'état initial réalisé avant travaux.

Les analyses suivantes sont réalisées :

- pH in situ,
- Conductivité in situ,

- Températures in situ,
- Matières en suspension (MES),
- Demande Chimique en Oxygène (DCO),
- Indice hydrocarbures,
- Présence de métaux dissous (Fer, Titane, Chrome).

Les eaux de ruissellement sont également analysées pour contrôler les pH, la conductivité, la température, les matières en suspension, la Demande Chimique en Oxygène, et l'indice hydrocarbures.

Le suivi mensuel lors de la phase travaux est réalisé sur les 17 ouvrages suivants :

- surveillance de la nappe alluviale :
 - Intérieur du site : P6 , P31, P26, P3, P4, P5, P32bis, P33, P41, P42bis, P17
 - Extérieurs du site : P46 et 4 puits extérieurs (Puits CSI, Puits Sérignac 1 et 2, Puits ext 5).
- surveillance de la nappe mollassique :
 - intérieur du site : M2, M5, M7, M12, M13, M16.

Note : les piézomètres P5, P17, P32bis et P42 Bis sont temporairement mis à l'arrêt pendant les travaux . A ce titre, aucun prélèvement n'est effectué sur ces ouvrages pendant les travaux.

Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection. L'exploitant signale toute dégradation de la qualité des eaux souterraines dans les plus brefs délais.

CHAPITRE 10.4 - GESTION DES DÉCHETS

Art. 10.4.1 – Diagnostic « produits, équipements, matériaux et déchets »

Dans le cadre de la démolition d'une partie des bâtiments du site, l'exploitant réalise un diagnostic « produits, équipements, matériaux et déchets » (PEMD) en amont des travaux, en vue de renforcer la mise en œuvre de démarche d'économie circulaire dans le bâtiment, en donnant la priorité au réemploi.

Le PEMD est tenu à disposition de l'inspection.

Art. 10.4.2 – Principes généraux

Afin de garantir l'état de propreté du chantier, l'exploitant s'assure de la mise en œuvre des mesures suivantes :

- Les bennes à déchets légers sont bâchées si nécessaire afin d'éviter l'envol des déchets ;
- La zone de tri est organisée et rangée ;
- Un nettoyage hebdomadaire du chantier et de ses abords est réalisé ;
- Un contrôle de la propreté du chantier et de ses abords est effectué quotidiennement par le chargé environnement ;
- Les clôtures, conformément à la réglementation, sont entretenues régulièrement et gardées dans un état correct ;
- Les zones de stockage sont balisées et organisées ;
- Un système de lavage des engins/camions/véhicules à haute pression est mis en

- place pour garantir la propreté des voiries extérieures ;
- Le revêtement des aires de transit permet leur nettoyage (bétonnage ou gravillonnage par exemple) ;
- Les palissades permettent une vision du chantier depuis l'extérieur. Leur couleur blanche s'intègre parfaitement au milieu environnant ;
- Aucun brûlage de déchets sur le chantier n'est permis ;
- Les poubelles d'ordures ménagères sont couvertes et vidées régulièrement ;
- Les stockages permettent d'éviter toute pollution de l'eau ou du sol.

CHAPITRE 10.5 - INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES

A l'issue des travaux des installations photovoltaïques, l'exploitant doit fournir :

- Une attestation de bon montage délivrée par l'installateur. Cette attestation vise particulièrement la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux photovoltaïques sur la structure porteuse ou les éléments de construction supportant les dits panneaux ;
- Une attestation relative à la solidité à froid établie par un homme de l'art ou par un organisme de contrôle agréé lorsque les dispositions réglementaires l'exigent.

CHAPITRE 10.6 - RISQUE INONDATION

Art. 10.6.1 – Transparence hydraulique en phase travaux

En phase chantier, des dispositions sont également prises pour limiter les risques de pollution et d'accident en cas de crue :

- Zones de stockage sur fond de forme à +129 m NGF pour les engins chantier et matériaux de construction ;
- Clôtures type HERAS sans filet ni tôle et conservation des clôtures existantes du site ;
- Base vie à +129 m NGF sur plots béton pour ne pas créer d'obstacle (transparence hydraulique) ;
- En cas d'alerte crue, une chaîne de transfert de l'information de l'exploitant à l'ensemble des entreprises intervenantes est mise en place contenant également une alarme de type corne de brume pour l'ensemble des personnels chantier et la mise en place d'un point de rassemblement hors emprise crue.

Art. 10.6.2 – Mesures de compensations

Pour compenser la création d'un bassin de rétention pluvial, une mesure de compensation volumique de 850 m³ doit être mise en place par l'exploitant lors de la phase travaux. Cette mesure consiste en la création de bassins à ciel ouvert, non raccordés au réseau d'eaux pluviales, dans une zone d'espaces verts, permettant de compenser un volume de 850 m³. Ces bassins sont localisés sur le site conformément à la figure ci-dessous.

Une attention particulière sur le modelage et les formes de pente garantit la non inondabilité des bassins. Ces bassins doivent uniquement servir de compensation en cas de crue et ne sont pas raccordés au réseau EP du site. En aucun cas, ils ne servent de bassin d'infiltration des EP du projet.

Ces bassins de compensation doivent être opérationnels lors de l'exploitation du site après réaménagement. Les bassins de compensation sont repris sur le plan en annexe 12.

TITRE 11 – MESURES DE PROTECTION FAUNE ET FLORE

CHAPITRE 11.1 - MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

Afin d'éviter et de réduire au maximum les impacts des travaux sur les espèces protégées, les bénéficiaires et l'ensemble de ses prestataires engagés dans le projet Power Up associés sur la commune de TOULOUSE mettent en œuvre les mesures d'évitement, de réduction suivantes, détaillées et localisées en annexes 13 :

- ME01 : Évitement de la haie en bordure Sud (environ 500 m²), et les ronciers en bordure Nord (environ 2 000 m²) ;
- ME02 : Évitement des friches en bordure Est (environ 2 000 m²) ;
- MR01 : Adaptation des périodes de travaux ;
- MR02 : Défavorabilisation des bâtiments industriels avant démolition/rénovation ;
- MR03 : Contrôle d'absence d'espèces nicheuses ;
- MR04 : Plantation des haies en bordure Est des sites d'extension Nord et Sud ;
- MR05 : Mise en défens localisée de parcelles de prairies ;
- MR06 : Suivi de chantier.

Le bénéficiaire informe le service instructeur en charge de la biodiversité de la DREAL d'Occitanie (dbo.de.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr) de l'avancement des travaux et des difficultés rencontrées lors de la transmission des comptes rendus de chantier.

CHAPITRE 11.2 - TRANSMISSION DES DONNÉES

Les couches SIG des mesures ainsi que des emprises travaux seront transmises au service en charge de la biodiversité au sein de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie en format compatible QGIS avant le début des travaux.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmises aux gestionnaires du réseau du Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP) en Occitanie et au Conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées (CBNPMP) en utilisant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Les données sont également transmises au système national Dépobio. Les récépissés de dépôt sont transmis au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL d'Occitanie.

TITRE 12 – DIVERS

Art. 12.1 – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 12.2 – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 12.3 – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 12.4 – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Toulouse et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de TOULOUSE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 12.5 – La cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SAFRAN POWER UNITS.

Fait à Toulouse, le

12 02 FEV. 2026

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,

[Baptiste MANDARD]

Annexes :

Annexe 1 : Plan général du site

Annexe 2 : Plan des travaux de réaménagement du site – Power Up

Annexe 3 : Plan général du site après projet Power Up

Annexe 4 : Plan des points de rejets atmosphériques actuelle

Annexe 5 : Plan des points de rejets atmosphériques après projet

Annexe 6 : Plan des points de rejets aqueux actuelle

Annexe 7 : Plan des points de rejets aqueux après projet

Annexe 8 : Plan d'implantation des piézomètres après projet

Annexe 9 : Plan du réseau de sprinklage / sécurité incendie

Annexe 10 : Listes des piézomètres détruits, conservés, déplacés dans le cadre du projet de réaménagement Power Up

Annexe 11 : Localisation du site – zonage PPRI

Annexe 12 : Plan de localisation des bassins de compensation

Annexe 13 : Description et localisation des mesures d'évitements et de réduction pour la faune et la flore

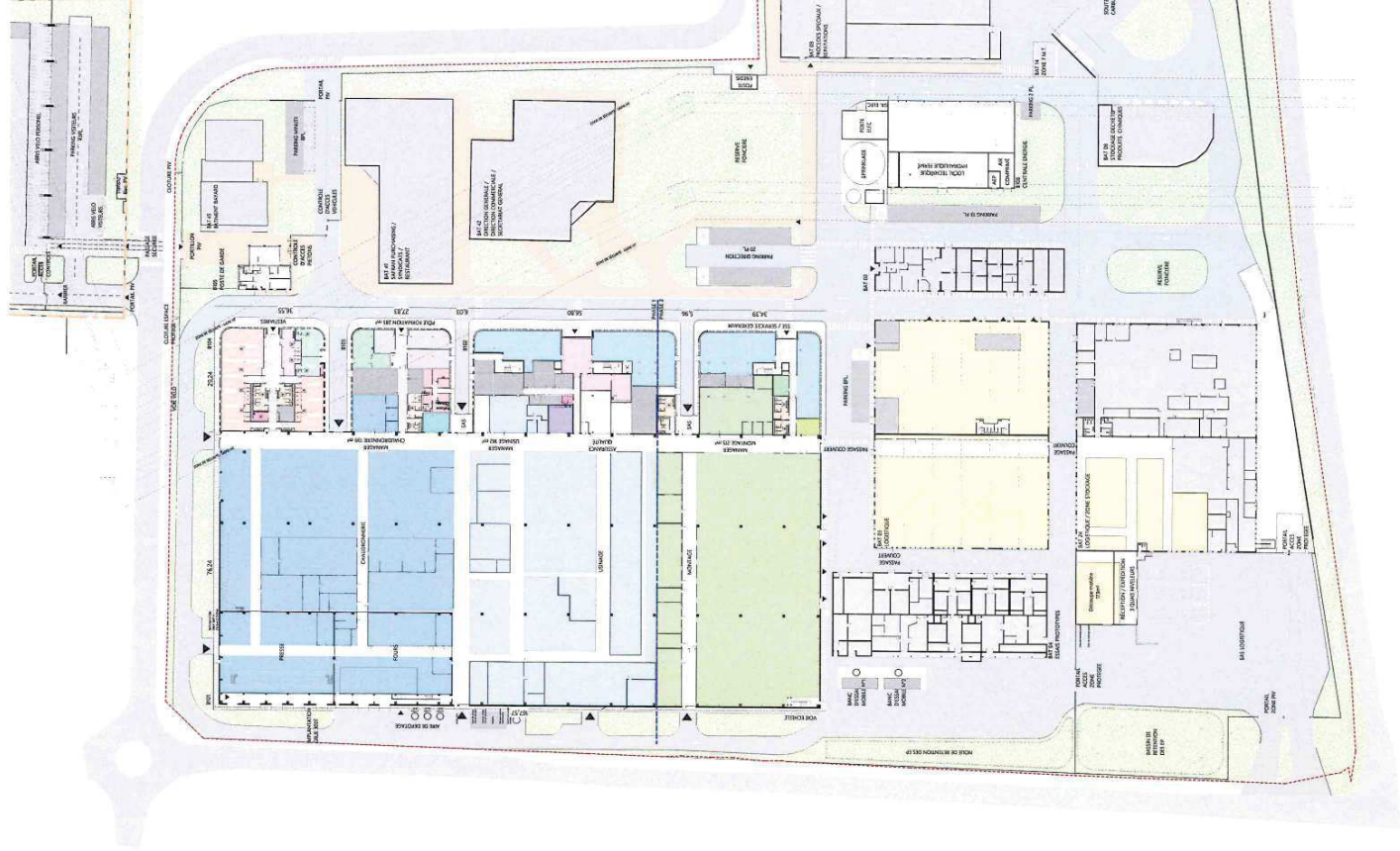
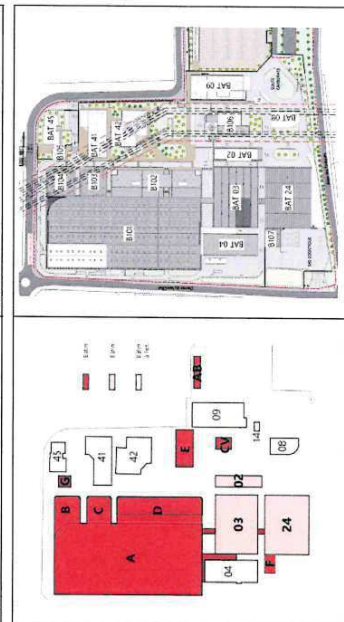


Tableau de correspondance de repérage des bâtiments

Repère bâtiment plan PC	Repère bâtiment jour - pour exploitation future du site
Bât A	BAT 01
Bât B	BAT 02
Bât C	BAT 03
Bât D	BAT 04
Bât E	BAT 05
Bât F	BAT 06
Bât G	BAT 07
Bât H	BAT 08
Bât I	BAT 09
Bât J	BAT 10
Bât K	BAT 11
Bât L	BAT 12
Bât M	BAT 13
Bât N	BAT 14
Bât O	BAT 15
Bât P	BAT 16
Bât Q	BAT 17
Bât R	BAT 18
Bât S	BAT 19
Bât T	BAT 20
Bât U	BAT 21
Bât V	BAT 22
Bât W	BAT 23
Bât X	BAT 24
Bât Y	BAT 25
Bât Z	BAT 26



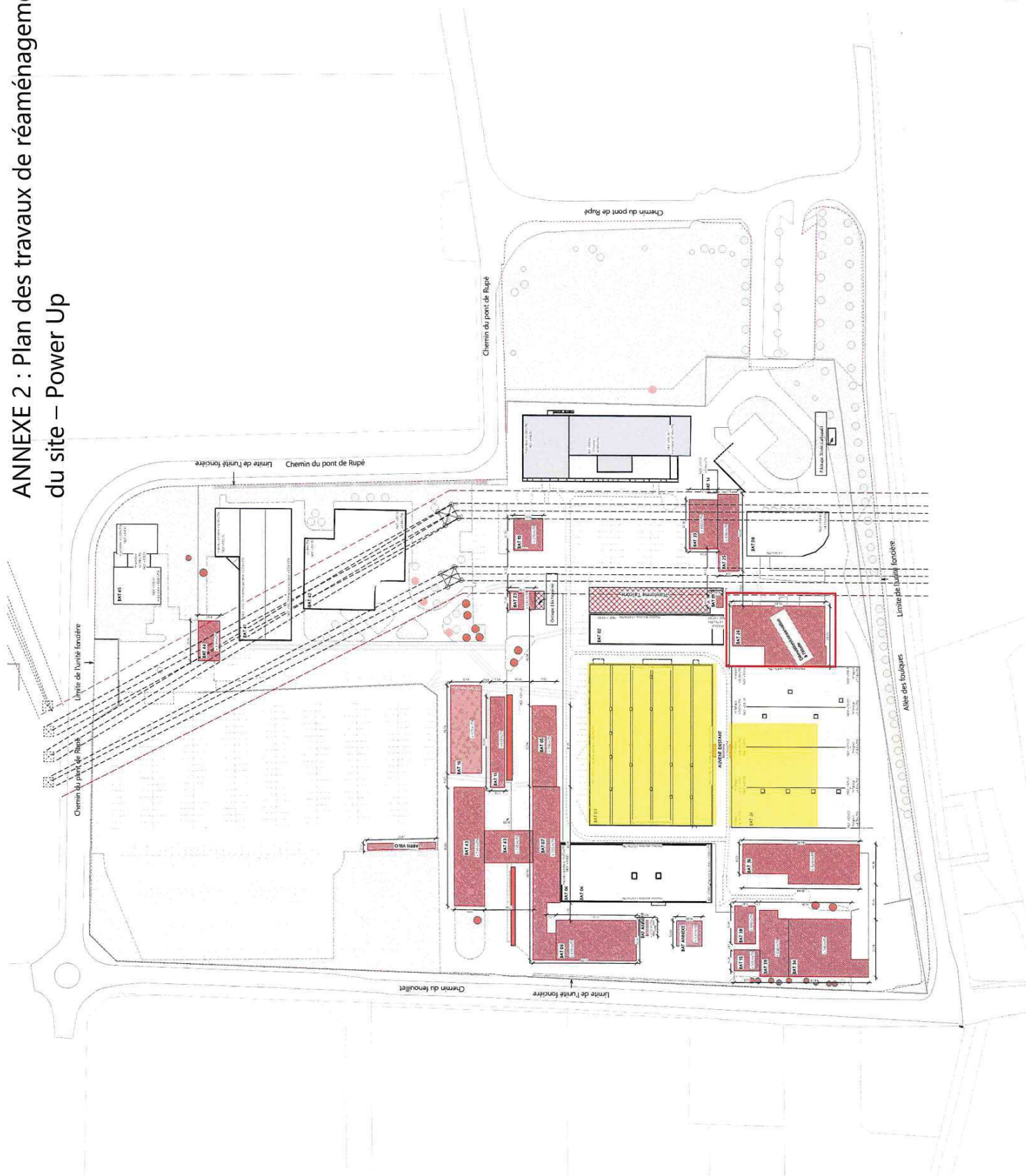
Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le préfet général,

Baptiste MANDARD

Baptiste MANDARD

20 FEV. 2026















du site – Power Up



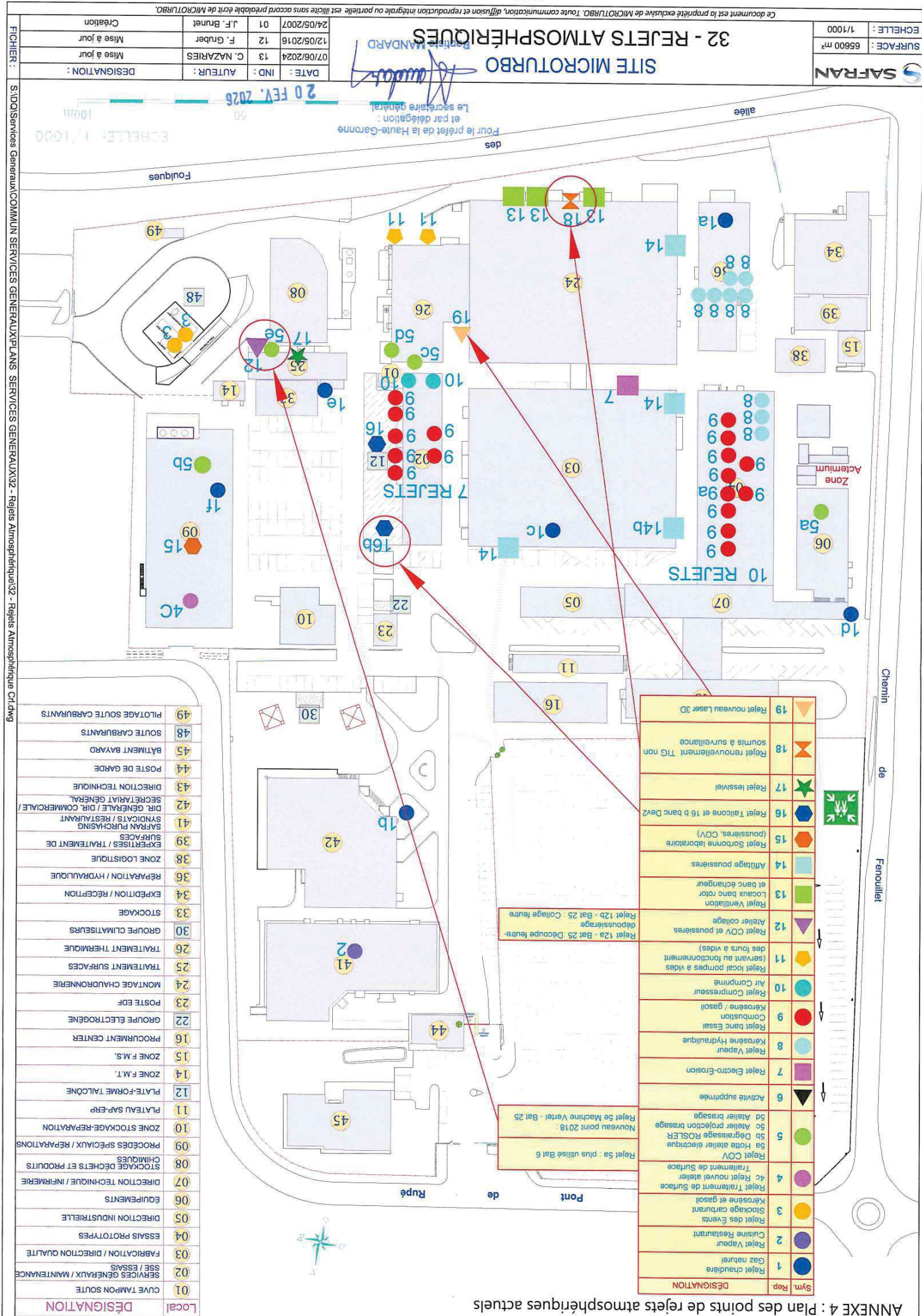
Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,

Baptiste MANDARD

20 FEB. 2020

 SAFRAN POWER UNITS	 WSP	 REC	 REGIS	 UNIPART	 APRES	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	 BIP	
---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

ANNEXE 4 : Plan des points de rejets atmosphériques actuels



Restructuration du site de
SAFRAN

© 2006 Blackwell Publishing Ltd, *Journal of Internal Medicine* 260: 103–110

ARCHITECTURE REC ARCHITECTURE

© 1999 by John Wiley & Sons, Inc.

● 關於「新」的定義

t de la Haute-Garonne

ur délégation:

réaire général.

1800

✓

10

Revelation

Description	
Investigation	1

le MANDARD

00 REV 2078

0707. 2530 07

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

CVC

ts en toiture

Discipline	a

Before	
0	

PL

Case	Type document	Date	Original reference
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			
23			
24			
25			
26			
27			
28			
29			
30			
31			
32			
33			
34			
35			
36			
37			
38			
39			
40			
41			
42			
43			
44			
45			
46			
47			
48			
49			
50			
51			
52			
53			
54			
55			
56			
57			
58			
59			
60			
61			
62			
63			
64			
65			
66			
67			
68			
69			
70			
71			
72			
73			
74			
75			
76			
77			
78			
79			
80			
81			
82			
83			
84			
85			
86			
87			
88			
89			
90			
91			
92			
93			
94			
95			
96			
97			
98			
99			
100			

20 FEB. 2026

WPS

ANNEXE 8 : Plan d'implantation des piézomètres après projet – Power Up

Stedehoud

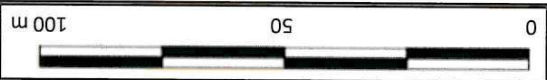


⊗

Localisation des ouvrages de la nappe molassique		Titre de l'étude	Lieu	Client
Contrôle de la qualité des eaux souterraines - Nappe molassique		8 chemin du pont de Rupé - TOULOUSE (31)	SAFRAN POWER UNITS	

Date	Dossier	Référence	Dessin	Vérifié par
13/12/2024	SOLE-D22-5043-03	Octobre 2024 - 01	ASR	MBZ

FIGURE 2



Légende :

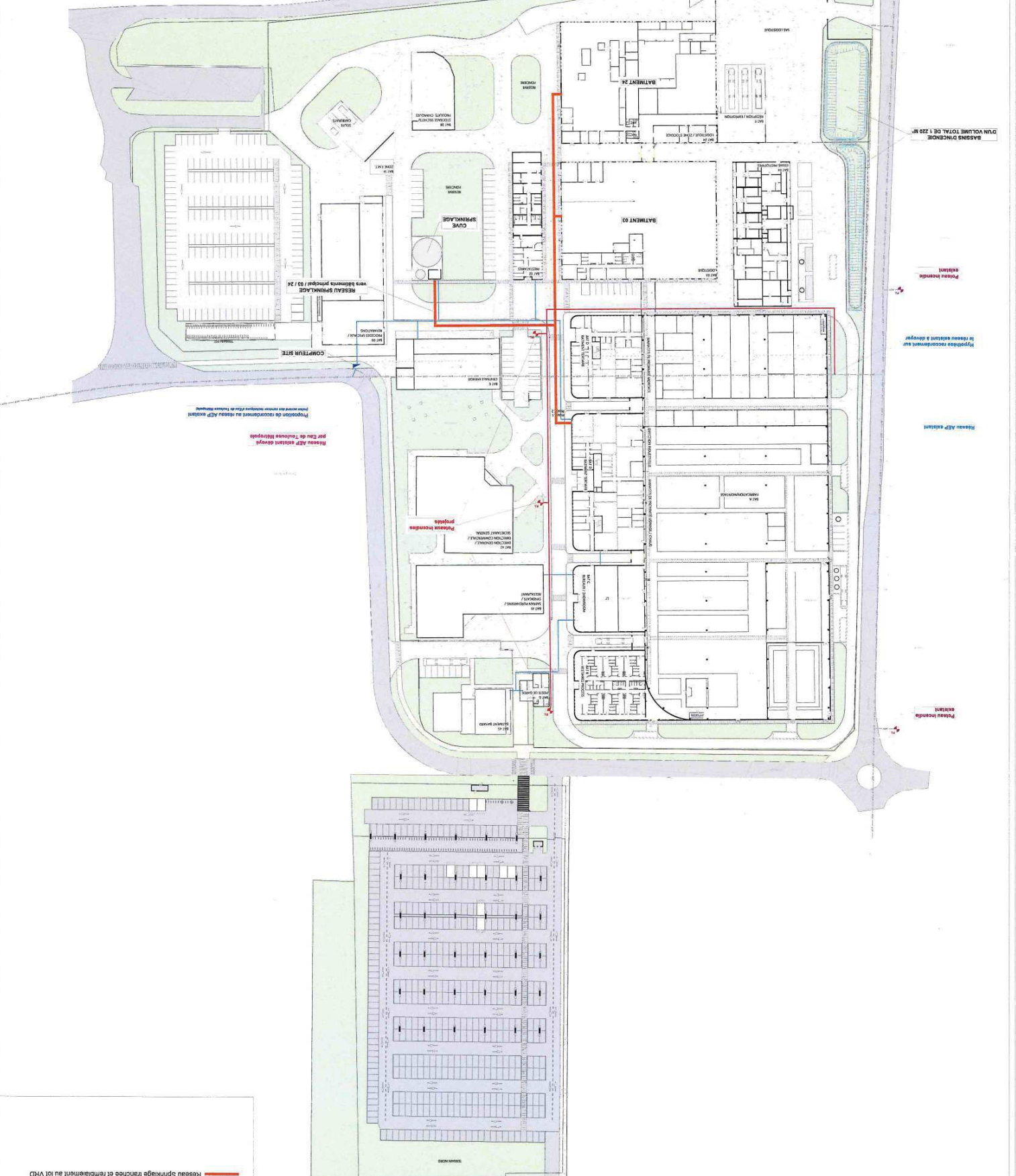
- Piézomètre inaccessible
- Puits du site
- Piézomètre captant la nappe molassique
- Secteur contaminé en COHV

Piézomètre à suivre mer
 Piézomètre à suivre sem

Surveillance de la nappe molassique

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,

Baptiste MANDARD



Légende:

- Réseaux AEP existant
- Potau incendie existant
- Réseaux AEP existant à dévoyer par Eau de Toulouse Métropole
- Potau incendie
- Réseaux AEP
- Niche AEP

ANNEXE 10 : Liste des piézomètres détruits, conservés, déplacés dans le cadre du projet de réaménagement Power Up

Tableau récapitulatif des ouvrages du site SAFRAN Toulouse

Piézomètre réglementaire	Secteur	En état de fonctionnement	Conservé après travaux	A recréer	Commentaires	Paramètres recherchés					Cr total, Cr VI, Nickel
						HC C5-C10	HC C10-C40	BTEX	COHV		
P1	Secteur II	Oui	Oui	-		X	X	X	X	X	
P2	Secteur II	Oui	Oui	-		X	X	X	X	X	
P3	Secteur II	Oui	Oui	-		X	X	X	X	X	
P4	Secteur II	Oui	Oui	-		X	X	X	X	X	
P5	Secteur I	Oui	Non	Oui		X	X	X	X	X	
P6	Autre secteur	Oui	Oui	-		X	X	X	X	X	
P7	Secteur III	Oui	Oui	-		X	X	X	X	X	
P8	Secteur III	Non	Non	Non	Ouvrage bouché						
P9	Secteur III	Oui	Oui	-					X		
P10	Autre secteur	Oui	Oui	-		X	X	X	X	X	
P14	Secteur I	Oui	Oui	-		X			X		
P15	Secteur I	Oui	Oui	-		X	X	X	X		
P16	Secteur I	Oui	Non	Non							
P17	Secteur I	Oui	Non	Oui		X	X	X	X		
P22	Secteur III	Oui	Oui	-					X		
P23	Secteur III	Oui	Oui	-					X		
P24	Secteur II	A vérifier	Non	Non							
P25	Secteur II	A vérifier	Non	Non							
P26	Secteur III	Oui	Oui	-					X		
P30	Secteur III	Oui	Oui	-			X		X		
P31	Secteur III	Oui	Oui	-					X		
P32	Secteur III	Oui	Non	Oui	Déplacé plus à l'Est (P32bis)				X		
P33	Secteur III	Oui	Oui	-		X			X		
P34	Secteur III	Oui	Oui	-					X		
P35	Secteur III	Oui	Oui	-		X			X		
P40	Secteur III	A vérifier	Non	Non					X		
P41	Secteur III	Oui	Oui	-	Tête d'ouvrage à remplacer				X		
P42	Secteur III	Oui	Non	Oui	Déplacé plus à l'Est (P32bis)				X		
Puits 1	Secteur III	Oui	Oui	-					X		
P45	Hors site	Oui	Oui	-					X		
P46	Hors site	Oui	Oui	-					X		
P47	Hors site	Non	-	Oui	Détruit en mai 2022				X		
P48	Hors site	Non	-	-	Détruit en octobre 2019				X		
P49	Secteur III	-	-	Oui	Nouvel ouvrage à créer au nord de P7				X		

Pour la liste de la Haute-Garonne
Le délégué :
Le secrétaire général
Baptiste MANDARD

20 FEV. 2026

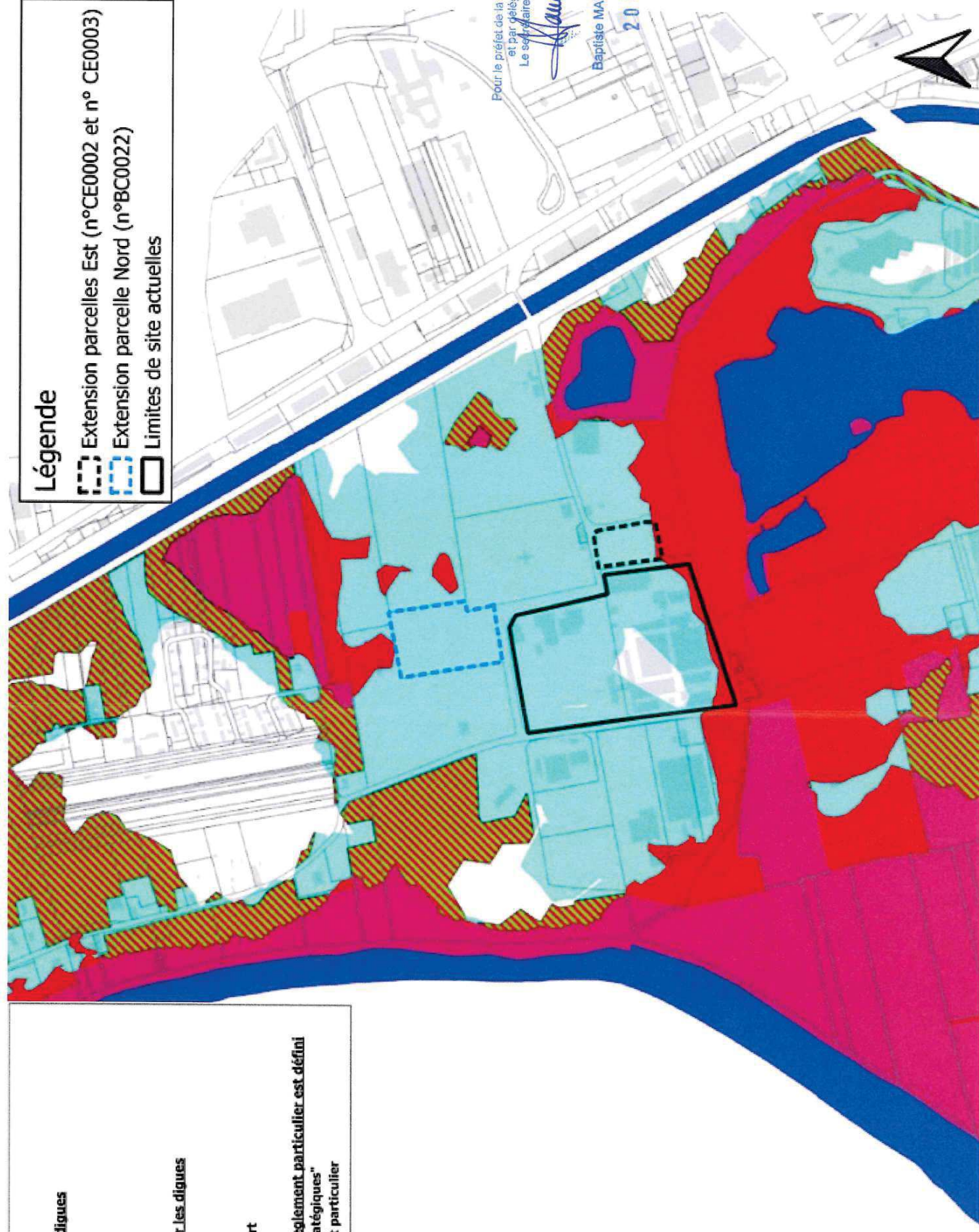
Tableau récapitulatif des ouvrages du site SAFRAN Toulouse

Piézomètre réglementaire			Secteur		En état de fonctionnement	Conservé après travaux		A recréer	Commentaires	Paramètres recherchés					Cr total, Cr VI, Nickel
										HC C5-C10	HC C10-C40	BTEX	COHV		
Puits CSI			Hors site		Oui		Oui			X	X	X	X		
Puits Extérieur 5			Hors site		Oui		Oui			X	X	X	X		
Puits Extérieur Sérignac 1			Hors site		Oui		Oui			X	X	X	X		
Puits Extérieur Sérignac 2			Hors site		Oui		Oui			X	X	X	X		
Piézomètre sélectionné pour la surveillance mensuelle															

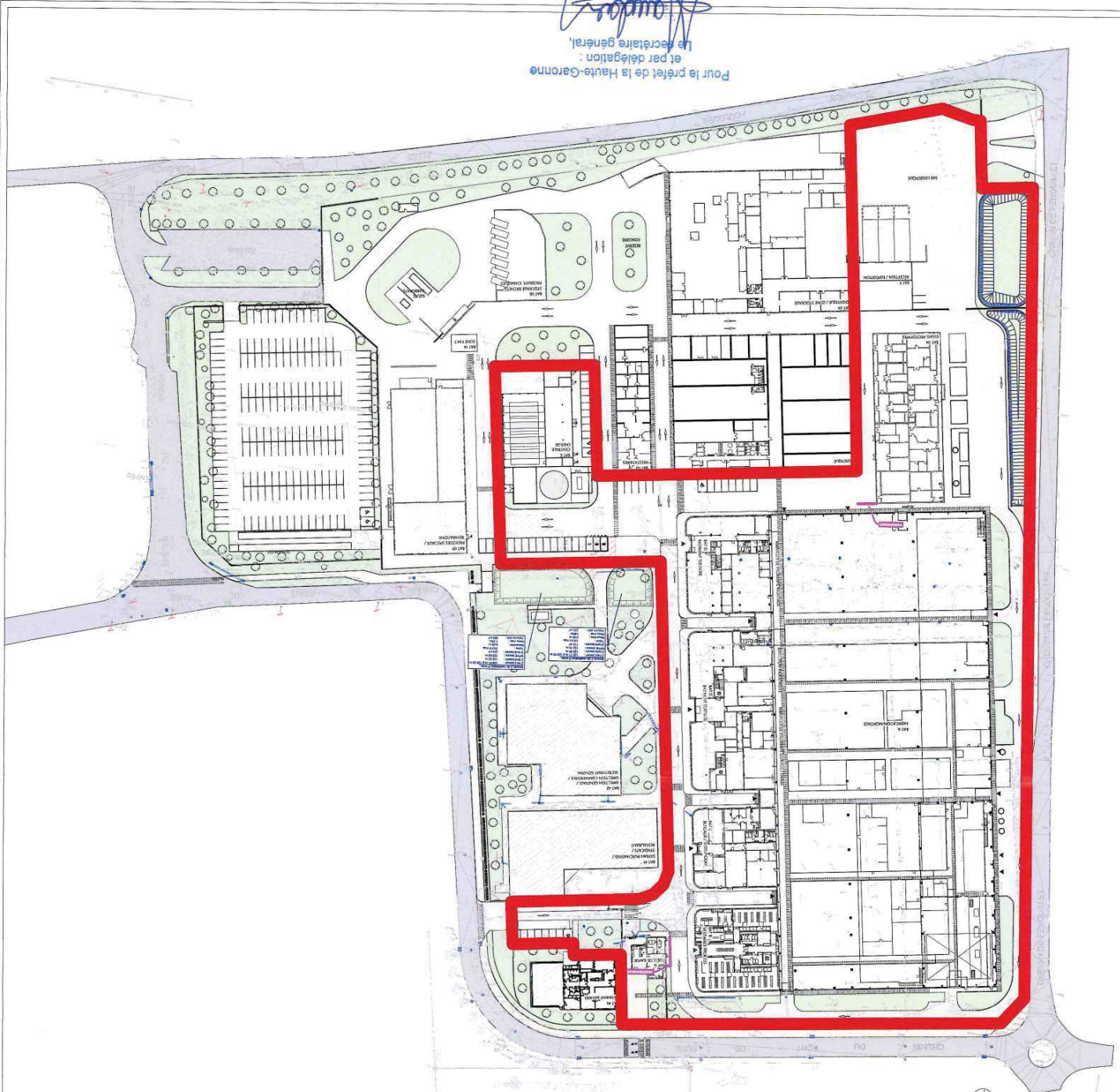
Tableau récapitulatif des ouvrages du site SAFRAN Toulouse

Piézomètre réglementaire		Secteur	En état de fonctionnement	Conservé après travaux	A recréer	Commentaire	Paramètres recherchés
							COHV
M2		Secteur III	Oui	Oui	-		X
M4		Secteur II	Oui	Oui	-		X
M5		Secteur II	Oui	Oui	-		X
M6		Secteur III	Oui	Oui	-		X
M7		Secteur III	Oui	Non	Oui	A déplacer plus à l'Est	X
M8		Secteur II	Oui	Oui	-		X
M9		Hors site	Oui	Oui	-		X
M10		Hors site	Non	-	Non	Introuvable depuis 2023	X
M11		Secteur II	Oui	Oui	-		X
M12		Autre secteur	Oui	Oui	-		X
M13		Secteur II	Oui	Oui	-		X
M14		Secteur I	Non	Oui	-		X
M15		Secteur III	Oui	Non	Oui		X
M16		Secteur III	Oui	Oui	-		X
		Piézomètre sélectionné pour la surveillance mensuelle					

ANNEXE 11 : Localisation du site – zonage PPRI



ANNEXE 12 : Plan de localisation des bassins de compensation

[illegible]

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,

Baptiste MANDY
62/771
20 FEV. 2026

20 FEB, 2026






62/71

Pour le préfet de la Haute-Garonne

et par délégation :

Samir

Légende:

	Voiture projetée (reprise et création)
	Piétonnier projeté
	EV projeté
	Voiture existante maintenance
	Perte / dévers projeté

ME2 – Évitement des friches en bordure Est (environ 2 000 m²)	
Objectif(s) :	Préserver l'intégrité des populations d'espèces protégées et de leurs habitats associés, en évitant toute destruction ou dégradation des milieux de friches identifiés en bordure est du projet.
Localisation :	Emprise d'1,6 ha du projet au nord.
Calendrier :	Phase travaux.
	Les friches localisées en bordure est du site, représentant une surface d'environ 2 000 m ² , sont strictement évitées.
Description :	<p>Aucune intervention (défrichement, débroussaillage, décapage, circulation ou stationnement d'engins, stockage de matériaux ou emprise temporaire) n'est autorisée au sein de ces zones.</p> <p>Les limites des friches à éviter seront matérialisées de manière visible avant le démarrage des travaux (piquetage, rubalise ou clôture temporaire) et maintenues pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Un contrôle visuel de l'intégrité des friches sera réalisé par l'écologue du projet avant le démarrage des travaux, puis de manière ponctuelle en phase chantier.</p>
Suivi de la mesure :	Toute atteinte accidentelle fera l'objet d'un signallement immédiat au maître d'ouvrage et aux services de l'État, et donnera lieu à la mise en œuvre de mesures correctives adaptées.
Mesures liées :	/

Tableau des mesures de réduction :

MR1 – Adaptation des périodes de travaux	
Objectif(s) :	Réduire les impacts du projet sur les espèces protégées, en évitant les périodes sensibles de leur cycle biologique (reproduction, nidification, mise bas, hibernation).
Localisation :	Emprise du projet
Calendrier :	Phase travaux.
	Les travaux susceptibles d'entraîner une destruction ou une perturbation des espèces protégées ou de leurs habitats sont programmés en dehors des périodes biologiquement sensibles.
	En particulier, les opérations de défrichement, de débroussaillage, de décapage des sols, d'abattage d'arbres et de haies, ainsi que toute intervention générant des nuisances importantes, sont réalisées hors période de reproduction et de nidification des espèces concernées.
Description :	<p>À défaut, et si des contraintes techniques imposent une intervention durant ces périodes sensibles, un contrôle préalable par un écologue qualifié sera réalisé afin de vérifier l'absence d'espèces protégées ou de nids actifs. En cas de détection, les travaux seront suspendus dans les secteurs concernés jusqu'à la fin de la période sensible ou jusqu'à la mise en œuvre de mesures adaptées validées par les services de l'État.</p> <p>Prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un contrôle d'absence d'espèces nicheuses (le Cisticole des joncs a une reproduction très étalée dans le temps) ; - un débroussaillage à partir de mi-août ; - de l'ouest / sud-ouest pour mettre la fuite de la faune terrestre vers les espaces refuges à au nord et à l'est. <p>Un suivi par un écologue du projet sera assuré avant le démarrage des travaux et, le cas échéant, en phase chantier. Les comptes rendus des contrôles seront tenus à disposition des services de l'État.</p>
Suivi de la mesure :	Prévoir un suivi sur trois ans de la mesure pour vérifier son efficacité et l'adapter le cas échéant.
Mesures liées :	/

MR2 – Défavorabilisation des bâtiments industriels avant démolition/rénovation	
Objectif(s) :	Rendre les bâtiments industriels non attractifs pour les chiroptères, afin d'éviter toute destruction d'individus et de préserver les populations de chauves-souris présentes sur le site.
Localisation :	Bâtiments industriels de l'emprise projet.
Calendrier :	<p>Avant le démarrage des travaux, en respectant les périodes hors sensibilité biologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Période de mise-bas et d'élevage des jeunes : mai à mi-août • Période hivernale : mi-novembre à fin mars <p>Les travaux de défavorabilisation seront réalisés selon les caractéristiques du gîte et incluront :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volets, gouttières <ul style="list-style-type: none"> • Après vérification de l'absence de chiroptères, retirer ces éléments avec précaution. • Les stocker au sol après déroulage doux pour éviter toute capture ou écrasement d'individus. • Trous, ouvertures, joints de dilatation <ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'absence de chiroptères à l'aide d'un endoscope. • Boucher les ouvertures avec du tissu ou du papier journal. • Si l'absence ne peut être certifiée, installer des filets anti-retour permettant aux chiroptères de sortir mais empêchant leur retour dans le gîte. • Sous-sols / portes du bâtiment 41 <ul style="list-style-type: none"> • Installer la porte de cave. • Vérifier l'absence de chiroptères avant fermeture. • Si l'absence ne peut être garantie, fermer la porte après inventaire crépusculaire réalisé par un chiroptérologue, assurant l'absence d'individus. <p>Les travaux une fois commencés ne doivent pas être interrompus afin d'éviter que des individus ne réinvestissent les gîtes en cours de chantier.</p> <p>Tous les travaux doivent être réalisés hors périodes sensibles (mise-bas, élevage, hibernation).</p> <p>Le suivi comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle préalable de l'absence de chiroptères par un écologue ou chiroptérologue qualifié. • Vérification continue lors de la réalisation des travaux pour assurer le respect des conditions définies. • Rapport de suivi transmis aux services de l'État.
Suivi de la mesure :	
Mesures liées :	/

MR3 – Contrôle d’absence d’espèces nicheuses	
Objectif(s) :	Vérifier l’absence d’espèces protégées nicheuses avant le démarrage des travaux, afin de prévenir toute destruction ou perturbation de leurs populations.
Localisation :	Bâti, cavité, arbre de l’emprise projet.
Calendrier :	Phase travaux.
Description :	Un contrôle préalable sera effectué par un écologue qualifié afin de s’assurer qu’aucune espèce protégée ne niche dans les zones concernées.
	Les zones de contrôle incluent les bâtis, arbres, haies, ronciers, friches et autres habitats potentiels pour la nidification.
	Si des nids ou des individus sont détectés, les travaux dans les zones concernées seront suspendus et des mesures adaptées seront mises en œuvre (report des travaux, protection temporaire du nid, accompagnement par un écologue).
Suivi de la mesure :	Rapport du contrôle préalable consigné par l’écologue et transmis au maître d’ouvrage et aux services de l’État. Contrôle complémentaire si des modifications de l’emprise ou des travaux interviennent après le premier contrôle.
Mesures liées :	/

MR4 – Plantation des haies en bordure Est des sites d’extension Nord et Sud	
Objectif(s) :	Créer des habitats favorables pour les espèces protégées, notamment les oiseaux nicheurs et les reptiles, et renforcer la continuité écologique sur les zones d’extension du projet.
Localisation :	Bordure Est des sites d’extension nord et sud du projet, sur les surfaces identifiées dans le plan d’aménagement.
Calendrier :	Phase travaux / exploitation.
	Des haies seront plantées en bordure Est des sites d’extension nord et sud. Ces plantations viseront à :
Description :	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des sites de refuge et de reproduction pour les oiseaux nicheurs et les reptiles ; • Favoriser la connectivité écologique avec les habitats environnants ; • Installer des essences locales adaptées aux conditions pédoclimatiques du site. <p>Les haies seront protégées pendant leur phase de croissance et entretenues pour assurer leur développement optimal. Le choix des espèces, la densité de plantation et les techniques de plantation seront conformes aux recommandations écologiques.</p> <p>Le suivi comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle annuel de la croissance et de la survie des plants ; • Vérification de l’usage par la faune cible (observations d’oiseaux nicheurs et de reptiles) ; • Mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire (remplacement de plants déperissants, entretien spécifique).
Mesures liées :	/

MR5 – Mise en défens localisée de parcelles de prairies	
Objectif(s) :	Créer et préserver des habitats favorables pour le Cisticole des joncs, les reptiles et la Bouscarle de Cetti, en permettant le développement de prairies et de ronciers sur des parcelles aujourd'hui peu favorables du fait d'une fauche régulière ou non adaptée.
Localisation :	Parcelles de prairies appartenant à la collectivité, ciblant des zones spécifiques identifiées dans le plan d'aménagement, pour une surface de 1 000 m ² ou ¼ de la parcelle.
Calendrier :	Phase travaux / exploitation.
	Des parcelles de prairies seront localement mises en défens afin de favoriser la nidification du Cisticole des joncs et le développement de ronciers utiles aux reptiles et à la Bouscarle de Cetti.
Description :	La gestion de ces parcelles sera tournante, afin d'éviter la boisement de la zone et de maintenir un habitat ouvert favorable. Les travaux d'entretien (fauche, débroussaillage) seront adaptés aux périodes biologiques des espèces concernées.
Suivi de la mesure :	Le suivi comprendra : <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle annuel de l'état des parcelles et de la végétation ; • Suivi de la fréquentation par les espèces cibles (nidification et présence) ; • Ajustement de la gestion en fonction des observations et des besoins des espèces, tout en maintenant la rotation des parcelles défensées.
Mesures liées :	/

MR6 – Suivi de chantier	
Objectif(s) :	S'assurer de la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation, et garantir la protection des espèces et habitats sensibles durant toute la phase chantier.
Localisation :	Ensemble de l'emprise du projet et des zones de travaux susceptibles d'impacter la faune et la flore protégées.
Calendrier :	Phase travaux.
Description :	<p>La présence régulière d'un écologue qualifié sur le chantier permettra de contrôler la mise en œuvre effective de toutes les mesures environnementales prévues.</p> <p>L'écologue interviendra notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérifier le respect des zones à éviter ; • Contrôler l'application des mesures spécifiques liées aux espèces protégées ; • Signaler immédiatement toute non-conformité ou atteinte accidentelle aux habitats et espèces protégées ; • Proposer, si nécessaire, des mesures correctives adaptées.
Suivi de la mesure :	Un écologue suivra le chantier pour vérifier la bonne prise en compte des mesures affichées ici et d'autres mesures à développer dans les dossiers réglementaires.
Mesures liées :	/

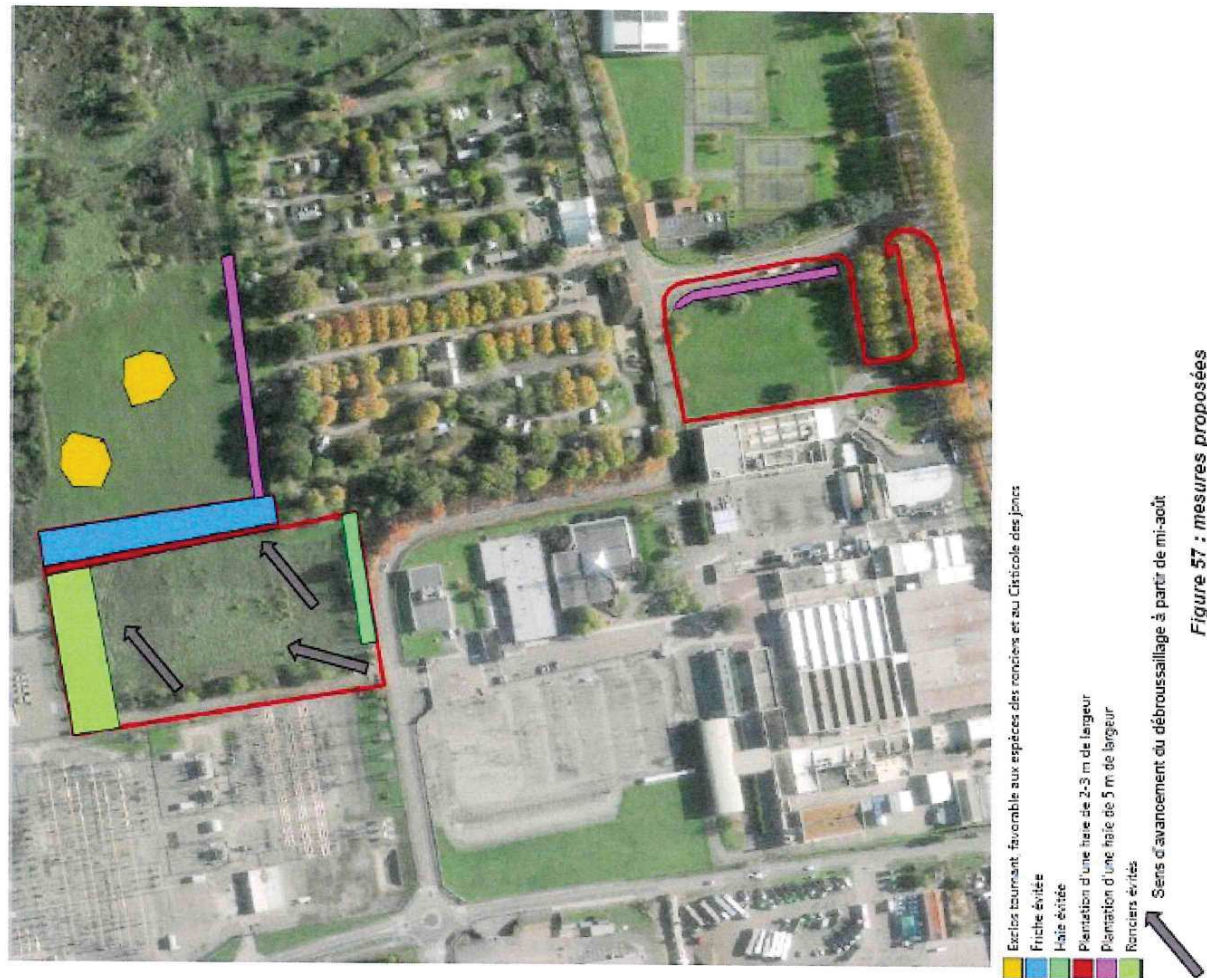


Figure 57 : mesures proposées